

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Travailleurs des champs et travailleurs des villes, sous le joug du capital



© LDC

- **Lactalis fait son beurre**
- **Holdings agricoles en Ukraine**
- **Gaza : un peuple massacré**
- **Le fleuve Colorado**
- **Une correspondance LO-NPA**

Au sommaire de ce numéro

Travailleurs des champs, travailleurs des villes : sous le joug du capital	1
Quand Lactalis et les capitalistes du lait font leur beurre sur le dos des paysans et des consommateurs	5
Holdings agricoles en Ukraine : l'alliance des oligarques et des financiers occidentaux	10
Gaza : un peuple massacré avec le soutien des puissances impérialistes	17
Fleuve Colorado : un désert aride transformé en une source de profits	21
Une correspondance entre Lutte ouvrière et le NPA issu du V ^e congrès	25

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Pli fermé

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement pla-

nifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail :
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Travailleurs des champs, travailleurs des villes : sous le joug du capital

La mobilisation des agriculteurs, en France et dans plusieurs pays d'Europe, est venue rappeler comment une large partie d'entre eux est victime de la jungle du marché capitaliste dans laquelle les gros dévorent les petits. Cette révolte des exploitants agricoles a été traitée par le gouvernement avec une bienveillance qui tranchait avec la fermeté affichée face aux luttes des travailleurs salariés ou à la répression menée contre les gilets jaunes.

Après deux semaines de barages sur les autoroutes, sièges de préfectures, descentes dans les magasins de la grande distribution, encerclement des grandes villes, les agriculteurs ont forcé le gouvernement à débloquer 400 millions en subventions et exonérations diverses. Gabriel Attal s'est déplacé sur les barrages pour déclarer son amour aux agriculteurs et il a annoncé qu'il renonçait à augmenter le prix du GNR, le gasoil agricole. Sur TF1, le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin,

a pris des yeux de cocker pour déclarer : « *On ne répond pas à la souffrance en envoyant les CRS.* » Les ouvrières de Vertbaudet, expulsées de leur piquet de grève en mai dernier, ont dû apprécier. Le gouvernement a promis de revenir sur certaines contraintes écologiques, dont la mise en œuvre du plan Éco-phyto. Il a menacé de sanctions les industriels et la grande distribution qui abusent de leur position dominante, promettant de multiplier les contrôles sur l'application de la loi EGAlim,

supposée garantir un juste prix aux producteurs. Macron a même promis de ne pas ratiifier le traité de libre-échange du Mercosur négocié par l'Union européenne.

Ces promesses, si elles sont tenues, ne sauveront pas ceux des agriculteurs qui n'arrivent pas à vivre de leur travail, écrasés entre la faiblesse des prix de vente de leurs produits, imposés par l'agro-industrie, et leurs coûts de production plus ou moins incompressibles. Ce n'est pas en s'accrochant aux pesticides ou en rejetant les contrôles sanitaires que les petits agriculteurs assureront leur avenir et feront face au changement climatique ou aux épidémies zootiques. Quant aux 400 millions d'euros, ils finiront comme toujours dans les caisses des plus gros agriculteurs. Et si les industriels de l'agroalimentaire et la grande distribution relâchent un peu leur pression, cela ne durera qu'un temps.

Car, dans l'agriculture comme dans toutes les branches économiques, il y a des gros et des petits. Si les petits agriculteurs ont du mal à se verser un smic, malgré de lourdes semaines de travail, les gros sont de véritables capitalistes, à l'image d'Arnaud



PHILIPPE RIOUX / DÉPÊCHE DU MIDI

Attal au contact des agriculteurs, le 26 janvier. Assis derrière lui : cravaté, le ministre de l'Agriculture (Marc Fesneau) et, la casquette à l'envers, Jérôme Bayle, porte-parole de la Coordination rurale de Haute-Garonne.

Rousseau, patron de la grande firme d'agroalimentaire Avril (Lesieur, Isio, Puget, etc.) et président du principal syndicat des exploitants agricoles, la FNSEA. Ceux-là participent à la fixation des prix sur le marché et se conduisent comme des financiers. Ils peuvent faire face aux crises et en profiter pour écraser les plus petits.

LA DOMINATION DE L'AGRO-INDUSTRIE

Depuis les brutales transformations des années 1960 et 1970 dans l'agriculture française – la disparition des fermes dont les productions étaient consommées par la famille paysanne ou vendues sur un marché local et, pour les autres, la généralisation de la mécanisation, le remembrement des terres, la collecte du lait par des laiteries industrielles et la spécialisation régionale des cultures – le nombre d'exploitations agricoles n'a cessé de chuter, passant de 1,6 million en 1970 à moins de 400 000 en 2020. Durant la même période, des entreprises capitalistes se sont développées et enrichies autour de l'agriculture, bien au-delà des frontières nationales : les Danone, Lactalis, Bigard et autres groupes de l'agroalimentaire ; les Auchan, Carrefour et autres géants de la distribution ; les John Deere, New Holland et autres fournisseurs de matériel

agricole ; les Limagrain, Corteva, Bayer, qui ont le monopole de la fourniture des semences et des produits phytosanitaires ; sans oublier les banques, à commencer par le Crédit agricole, dixième banque mondiale, qui prélèvent la part du lion des fruits du travail des exploitants et des ouvriers agricoles.

Les agriculteurs sont pris en étau entre ces mastodontes qui imposent leurs prix, sur la base des rapports de force qu'ils ont établis entre eux, et victimes de la spéculation permanente qui sévit sur les matières premières agricoles. Il n'y aura pas d'échappatoire tant que dominera la dictature du capital. Certains agriculteurs, seuls ou en se regroupant sous forme de coopératives ou d'associations, tentent bien d'échapper à la dictature du capital en maîtrisant entièrement la chaîne « du producteur au consommateur ». Outre que cela ne peut que rester marginal, dans une société massivement urbanisée et entièrement soumise à l'économie capitaliste, nombre de coopératives, montées à l'origine par des agriculteurs pour contourner la domination des trusts de l'agroalimentaire, sont devenues elles-mêmes des requins, comme la Sodiaal dans le lait et la Cooperl dans la viande, qui usent des mêmes méthodes que leurs concurrentes, vis-à-vis des agriculteurs ou de leurs milliers de salariés.

Décennie après décennie,

les plus petits agriculteurs, étranglés par les dettes et par l'agro-industrie, ont disparu dans la douleur, leurs difficultés servant de prétexte aux gouvernements successifs pour arroser les gros de subventions. Toutes les politiques agricoles publiques, qu'elles soient menées à l'échelle nationale ou européenne, ont eu comme effet de favoriser les gros et d'accélérer la disparition des petits. La politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne a pris des formes variées au fil du temps : prix minimal garanti, constitution de stocks européens, quotas de production, politique de la jachère... Mais, au fond, la PAC a toujours consisté à verser des subventions publiques au prorata de la surface exploitée ou de la taille du cheptel. Quelles que soient la forme et la période, la grande masse des subventions est allée engraisser les plus gros, y compris des propriétaires terriens aussi modestes que le prince de Monaco ou le groupe sucrier Tereos, pendant que les petits crevaient.

LES PETITS À LA REMORQUE DES GROS

La FNSEA cogère cette politique agricole depuis l'après-guerre, en France comme au niveau de l'Union européenne. Elle est donc co-responsable de l'hécatombe, et pourtant,



Arnaud Rousseau préside la FNSEA et le groupe Avril, où il a succédé à Xavier Beulin qui fut lui aussi président de la FNSEA. Ici en 2014, Xavier Beulin et Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie. « Tout au long de ma vie professionnelle, je n'ai jamais été loin d'Avril. Je serai toujours là dans l'avenir. » (Macron, le 30 mai 2023, pour les 40 ans du groupe Avril).

avec sa succursale des Jeunes agriculteurs (JA), elle conserve une grande influence parmi les exploitants agricoles français. La FNSEA et les JA contrôlent 84 chambres départementales d'agriculture sur 89, grâce à un système électoral qui leur est très favorable, puisqu'elles recueillent 55 % des voix, contre 21 % à la Coordination rurale et 20 % à la Confédération paysanne. Dans les directions des chambres d'agriculture élues par 2,5 millions d'électeurs, le collège des exploitants agricoles, c'est-à-dire des patrons petits ou grands, est surreprésenté par rapport à ceux des salariés, des organisations agricoles, des coopératives, des retraités ou des propriétaires terriens. Par sa participation à la gestion des organismes vitaux pour les agriculteurs, la SAFER qui gère les transactions de terres agricoles ou la MSA, la Sécurité sociale des agriculteurs, la FNSEA s'est assuré une position dominante. Elle a ses entrées à tous les étages de l'appareil d'État, depuis les petites mairies rurales jusqu'au sommet des ministères, sous tous les gouvernements. Elle participe aux décisions gouvernementales, comme la mise en place progressive de taxes sur le GNR, qui a été un facteur déclenchant de la dernière révolte.

Le mouvement de janvier a donné une illustration du poids de la FNSEA et des JA chez les exploitants agricoles. Alors que les directions de ces syndicats avaient pris en marche une mobilisation d'abord animée par leur concurrente, la Coordination rurale, dont plusieurs porte-parole n'hésitent pas à afficher leur proximité avec le RN, et que la Confédération paysanne, plus marquée à gauche et représentant des paysans plus petits, n'approuvait pas les concessions accordées par le gouvernement, elle a pu faire lever les barrages sans réticence. Les organisateurs des barrages ont d'ailleurs insisté sur leur

sens de la discipline. Ceux qui n'hésitent jamais à déverser du purin sur les préfectures, à jouer les coupeurs de route et ont maintes fois détruit ou incendié du matériel public, ont tenu à se démarquer des émeutiers urbains de l'été dernier.

Cela reflète une caractéristique des petits exploitants agricoles : ils sont broyés par l'économie de marché et la concurrence, mais ils ne voient leur avenir que dans cette économie. Comme de nombreux artisans, commerçants ou travailleurs à leur compte, qui ont un pied dans le monde du travail et un autre dans celui du patronat, ils défendent d'autant plus la propriété privée qu'ils ont peur de perdre la leur. Ils sont pris dans mille contradictions. Ils dénoncent le poids de l'État tout en lui demandant toujours plus d'aides. Ils défendent le marché et la libre entreprise, mais ils veulent aussi des revenus garantis et des marchés encadrés.

Les importations de marchandises étrangères et les traités de libre-échange ont été largement dénoncés, sur les barrages comme sur les plateaux de télévision, par un large spectre politique allant de LFI et la Confédération paysanne jusqu'au RN et à la Coordination rurale. Mais qui profite de ce libre-échange, sinon les importateurs bien français de l'agroalimentaire ? Qui achète du soja, des tomates ou de la viande au moindre coût pour les transformer en aliments pour le bétail ou les humains ? Qui exporte des céréales, du vin, du lait, des œufs ou des volailles dans le monde entier, ruinant des petits paysans en Afrique ou ailleurs ? Et qui a mis en place les zones de libre-échange, à commencer dans l'Union européenne, sinon les dirigeants des États les plus riches, dont les capitalistes en sont les premiers bénéficiaires ?

Toutes ces contradictions font de ces petits patrons ou auto-en-

trepreneurs, enragés par leurs difficultés qui ne peuvent que s'aggraver dans cette période où l'économie capitaliste s'enfonce dans la crise, des forces potentielles pour agir sur un terrain extra-parlementaire ; des troupes prêtes à faire le coup de poing contre des travailleurs en grève pour leur salaire, à s'en prendre aux chômeurs, accusés de ne pas vouloir travailler, ou à se mobiliser pour réclamer la réduction des droits sociaux, toujours trop coûteux à leurs yeux. La sympathie affichée pour le RN et les idées de souveraineté nationale par nombre d'agriculteurs mobilisés n'est pas anodine. Cela doit être un avertissement pour les travailleurs conscients.

UNE SEULE PORTE DE SORTIE : RENVERSER LE CAPITALISME

Bien des travailleurs, confrontés eux-mêmes aux fins de mois difficiles et aux prix qui flambent, qui craignent de perdre leur emploi ou leur logement du jour au lendemain si des actionnaires décident de fermer un atelier ou une usine, ont marqué de la sympathie pour cette colère des agriculteurs. Mais la solidarité, la compassion ou l'admiration pour la lutte des agriculteurs ne font pas une politique. Les petits paysans, comme les petits artisans ou commerçants écrasés par les grands groupes, ne pourront être les alliés des ouvriers tant qu'ils s'aligneront derrière les défenseurs du capital et surtout tant que les travailleurs ne montreront pas leur propre force, pour imposer leur propre droit à l'existence, avec leurs propres revendications et leurs propres solutions politiques, c'est-à-dire, en dernier ressort, le renversement de la dictature du capital sur la société.

Cette perspective, le renversement du capitalisme, ne peut être portée que par ceux

qui n'ont pas de propriété, de terres ou de petite entreprise à défendre, par ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre, c'est-à-dire les travailleurs salariés. Eux seuls « *n'ont rien à perdre que leurs chaînes et un monde à gagner* », pour reprendre la formule du *Manifeste communiste*. Les travailleurs ont, eux aussi, bien des raisons de se battre et toute légitimité à le faire. Les agriculteurs peuvent affirmer avec fierté qu'ils nourrissent le pays. Mais, sans les ouvriers qui fabriquent

tracteurs et moissonneuses, sans ceux des abattoirs, sans les camionneurs et les caissières, la nourriture n'arriverait pas dans les assiettes. Les travailleurs de l'agroalimentaire, de l'énergie, de l'automobile, de la santé... sont aussi indispensables à la société. Et sans les ouvriers, les hospitaliers, les maçons ou les agents du nettoyage, la société s'arrêterait brutalement.

Eh bien, les travailleurs doivent apprendre à s'organiser et lutter ! Non seulement pour défendre leurs conditions

d'existence, mais aussi et surtout pour offrir une autre perspective à la société : celle d'une organisation planifiée et rationnelle de la production agricole et industrielle pour satisfaire les besoins de tous, car les moyens de le faire existent. La classe ouvrière et les petits paysans, artisans et commerçants peuvent se retrouver, mais à condition d'engager le combat contre le grand capital et les banques, derrière la direction politique des travailleurs.

19 février 2024



Lors d'un barrage en janvier.



Quand Lactalis et les capitalistes du lait font leur beurre sur le dos des paysans et des consommateurs

Nombre de petits exploitants, parmi les 80 000 producteurs de lait recensés en France, parviennent difficilement à se verser un véritable revenu. Inflation oblige, le prix qui leur est payé a certes connu une hausse sensible depuis deux ans, mais elle ne semble pas couvrir celle des coûts de l'élevage. Elle a été aussitôt répercutée, et souvent bien au-delà, par les industriels et les groupes de la grande distribution. Le commerce international du lait nourrit en effet grassement les industriels de la filière, tels Danone, Savencia, Bel ou Sodiaal, à commencer par le numéro un mondial du secteur, Lactalis, et son PDG et actionnaire majoritaire, Emmanuel Besnier.

DE PETITS EXPLOITANTS DOMINÉS PAR LE « SAIGNEUR » DU LAIT

Depuis plusieurs mois, le groupe Lactalis ne faisait pas mystère de son refus d'augmenter le prix auquel il achète le lait aux producteurs au-delà d'un symbolique 1%, contrevenant ouvertement aux préconisations des lois EGalim¹ 1 et 2. Censées protéger depuis 2017 les revenus des agriculteurs et satisfaire ainsi la clientèle électorale traditionnelle de la droite, ces dernières n'ont en réalité rien changé aux rapports de force entre ces derniers, les industriels de l'agrobusiness et ceux de la grande distribution. Et, en janvier 2024, contrairement aux années précédentes, aucun accord n'avait pu être trouvé sur le prix de la tonne de lait. Cette attitude des dirigeants de Lactalis, dans le contexte



Des producteurs de lait ont bloqué un camion Lactalis. Ils ont vidé le lait, récupéré pour les veaux. Ils exigent plus que l'augmentation proposée par Lactalis. Le 20 février, en Haute-Saône.

de crise économique générale et d'inflation, a été ressentie comme une provocation et a déclenché un mouvement de protestation. Le 21 février, deux cents membres de la Confédéra-

tion paysanne ont ainsi envahi son siège à Laval, ainsi que son siège aveyronnais, avant d'être délogés par la police. Une mobilisation de moindre ampleur à ce jour qu'en 2014 et

¹ Acronyme pour : Équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible pour tous. Une loi EGalim 4 vient d'être annoncée sous la pression des manifestations.

surtout 2016, lorsque la « crise du lait » avait mobilisé massivement les producteurs contre les méthodes du groupe et le fait qu'il était celui qui imposait le prix d'achat le plus bas.

Le groupe Lactalis collecte environ un quart du lait en France. Mais le prix (autour de 40 centimes d'euro le litre en moyenne, soit moins du tiers du prix du lait entier vendu en supermarché) auquel le numéro un mondial du secteur achète cette matière première, transformée ensuite sous de multiples formes (poudre, fromage, beurre, crème, etc.) est loin de permettre de vivre à la majorité des exploitants qui sont en contrat exclusif avec lui. Si une minorité bénéficie d'un prix d'achat plus élevé, souvent lié à une appellation d'origine contrôlée (AOC) ou protégée (AOP), un quart vit sous le seuil de pauvreté, avec souvent des revenus inférieurs au RSA. Des milliers font faillite chaque année.

Depuis la suppression des quotas en mars 2015, qui avaient pour but depuis 1984 d'en finir avec les excédents de la période précédente et de réguler la production, les prix connaissent des variations permanentes, en fonction des rapports de force entre industriels et distributeurs, et de la spéculation. Mais la baisse du prix payé aux agriculteurs avait en réalité commencé avant cette modification des règles du marché. C'est en effet depuis longtemps que les capitalistes de différents secteurs s'affrontent à l'échelle de l'Europe et du monde.

Dans ce bras de fer, les petits exploitants sont toujours perdants. Lactalis les oblige par contrat à produire un certain nombre de litres, le plus souvent sans préciser le prix d'achat. Au-delà de cette quantité, l'industriel ne paye rien... mais remplit ses cuves et vend les produits transformés d'une matière première qui ne lui

coûte rien. Et le groupe laitier dispose de mille moyens pour contraindre les producteurs à se plier à ses diktats. Sa part de marché est telle qu'il peut menacer quiconque de ne plus collecter son lait, le laissant ainsi sans solution. Car les autres industriels, avec lesquels Lactalis s'est réparti le territoire, se gardent bien d'engager un bras de fer, pour mieux préserver leur propre pré carré. Et il ne se prive pas de mettre ses menaces à exécution. Lactalis peut faire pression également pour l'achat de nouveaux équipements, au nom de la productivité : par exemple des cuves de stockage ou des robots de traite (qui coûtent entre 100 000 et 150 000 euros, non compris les travaux et les frais de maintenance). Il dispose pour cela d'une armée de techniciens sur le territoire prêts à fournir leurs conseils intéressés et les solutions matérielles... aux frais des producteurs bien sûr. Ceux-ci se retrouvent lourdement endettés, auprès des banques (principalement le Crédit agricole), voire directement de Lactalis. Dans ce cas, s'ils se trouvent dans l'impossibilité d'en assumer la charge, Lactalis prélève directement la somme qu'il estime lui être due sur la « paye du lait » qui leur est versée ! Pas étonnant que certains aient utilisé l'expression « méthodes de gangsters » à son propos.

CONCENTRATION ET INDUSTRIALISATION À MARCHE FORCÉE

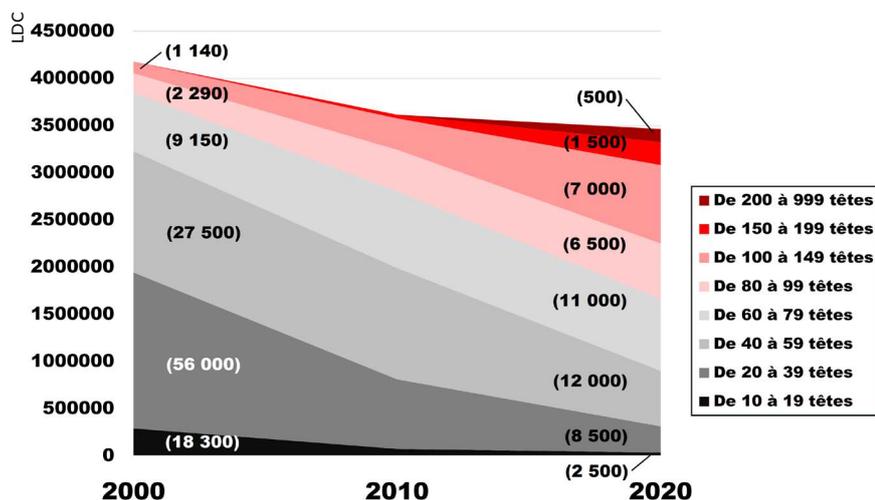
Cette pression constante de l'agro-industrie et de la mécanisation a accéléré depuis les années 1960 la ruine des plus petits exploitants et la concentration de la filière, comme de toute la production agricole, dans la majorité des pays. Ce phénomène d'industrialisation de la production alimentaire, engagé il y a plusieurs décennies dans les pays les plus riches, dont

la France, se poursuit. Mais il touche désormais des régions où les paysans n'avaient pas encore été chassés massivement de leurs terres.

Cette tendance à la concentration a d'abord été menée dans les industries de transformation. Les petites entreprises et coopératives ont été dévorées par les grandes, ou ont elles-mêmes énormément grossi, jusqu'à se muer en géants de l'agro-industrie. Outre Lactalis (famille Besnier), qui occupe la première place des 25 plus grands groupes capitalistes laitiers, devant Nestlé, la France compte quatre autres entreprises de stature mondiale : Danone (6^e), Sodiaal (12^e), Savencia (famille Bongrain, 14^e) et Bel (famille Bel-Fiévet, 24^e). Elles se partagent l'essentiel des 39 milliards d'euros de chiffre d'affaires de la filière, comparable à celui de l'industrie aéronautique.

Ces mêmes industriels ont accéléré la concentration des exploitations, parce que la réduction des points de collecte leur est beaucoup plus profitable.

En 2020 la France, deuxième pays producteur laitier de l'Union européenne, derrière l'Allemagne, comptait 50 000 exploitations d'au moins 10 vaches laitières, soit un tiers de moins en dix ans. L'effectif du cheptel n'ayant presque pas baissé, les troupeaux d'au moins 100 vaches se sont généralisés. Les petites exploitations, dont le nombre a diminué de plus de moitié en vingt ans, ne représentent plus que 10 % de l'ensemble des exploitations en 2020. Ce mouvement ne s'inversera pas, tant la production de lait, l'industrialisation de l'élevage, de l'agriculture en général et de la pisciculture, se trouvent sous la coupe des financiers et des grands groupes financiers et industriels. Ceux qui, comme les organisations écologistes et des syndicats comme la Confédération paysanne, prétendent



Répartition des vaches laitières en France par taille des fermes (entre parenthèses, nombre de fermes).

s'opposer à cette évolution au nom de l'environnement, de la défense des terroirs, du produire local, sans combattre l'organisation économique capitaliste, idéalisent l'agriculture du passé, son prétendu modèle « à la française » et les frontières nationales.

Certes, il n'existe pas à ce jour en France de ferme « aux mille vaches », comme celle qu'un industriel fortuné du BTP avait lancée il y a une quinzaine d'années dans la Somme (il a depuis arrêté sa production sans même atteindre ce nombre). Les producteurs de lait n'en sont pas moins sous la coupe des géants de l'agro-industrie, de la nutrition animale, des impératifs de rentabilité, des traitements sanitaires et vétérinaires, et de la mécanisation.

Cette tendance ancienne est, il est vrai, déjà poussée beaucoup plus loin dans certains pays. Aux États-Unis, durant les trente dernières années, le nombre de fermes laitières est ainsi passé d'environ 130 000 à moins de 30 000 (moins qu'en France donc !), soit une baisse de 77 %. Les méga-fermes, sortes de giga-factories du lait, se sont multipliées ces dernières années dans ce pays qui est également le plus grand marché

au monde pour les produits laitiers, pour un montant de 110 milliards d'euros. La seule Fair Oaks Farms, qui se pose de surcroît en exemple d'une agriculture durable, en Indiana, peut fournir l'équivalent d'un verre de lait quotidien à 3,5 millions d'Américains. En avril 2023, l'incendie de la ferme laitière géante de South Fork Dairy Farm, au Texas, a tué environ 18 000 de ses 32 000 vaches laitières. Et des fermes semblables ou plus grandes encore existent déjà en Arabie saoudite, bien connue pour ses pâturages, et désormais en Chine, où 43 % des fermes comptaient déjà plus de 1 000 bêtes en 2020. Des chiffres à comparer à ceux de l'Inde, premier producteur de lait au monde, où la production laitière, qui échappe encore dans une très large mesure aux groupes occidentaux, est assurée à plus de 90 % par des exploitations comptant moins de cinq animaux !

Mais les rois de la traite des vaches ne sont pas seulement des champions nationaux. À l'instar de Lactalis, ces capitalistes interviennent sur un marché qui couvre désormais tous les continents. Le lait n'est qu'un produit, une matière première, qui alimente ce marché

en même temps qu'il remplit les caisses des multinationales qui le contrôlent. Ils ont aussi le beurre... et l'argent du beurre, dont les prix ont explosé depuis deux ans.

La poudre de lait est elle aussi l'objet d'un vaste commerce international, qui a plus que doublé ces vingt dernières années et reflète la domination des industriels des pays développés. Plus de 80 % de sa production relève en effet des plus puissants d'entre eux et est destinée pour plus de 90 % aux pays pauvres ou dits émergents, en tête desquels on trouve le Mexique, la Chine, l'Indonésie, la Malaisie ou encore l'Algérie.²

LA FAMILLE BESNIER BOIT DU PETIT-LAIT

Créée dans les années 1930 en Mayenne, l'entreprise Besnier, rebaptisée Lactalis en 1999, est restée dans le giron de la famille. Son actuel PDG, Emmanuel Besnier, y voit un « *exemple presque parfait des succès du capitalisme familial à la française* ». Assis sur une fortune estimée actuellement à environ 15 milliards, au neuvième rang français, il a de quoi être content ! C'est surtout un exemple de la dictature des grandes familles bourgeoises qui dominent ce marché : lui, sa sœur et son frère sont en effet les seuls actionnaires d'une entreprise qui emploie environ 85 000 salariés dans ses usines réparties dans 56 pays.

Besnier dit qu'il adore le fromage : on comprend pourquoi ! « Saigneur du lait », il pourrait également être nommé roi du camembert, ou plutôt son Président, puisque c'est sous cette marque qu'il réalise une fraction significative de son chiffre d'affaires en France et dans le monde. Le groupe fut le premier à industrialiser la production

² Institut de l'élevage (Idele), *Marchés mondiaux des produits laitiers 2022 – Perspectives 2023, Dossier économie de l'élevage n° 540, mai 2023* ; Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), *Food Outlook – Biannual Report on Global Food Markets*, juin 2023.

de ce fromage, auquel l'image de la France est souvent associée. De 17 unités par jour dans la première fabrique Besnier dans les années 1930, la mécanisation et l'industrialisation du processus ont porté la production quotidienne à 500 000, 10 par seconde, dans sa seule usine de Domfront, désignée dans l'Orne comme la « cathédrale du camembert ».

Dévorant la plupart de ses concurrents en Europe, dont les italiens Galbani et Parmalat, en Chine, au Brésil et désormais aux États-Unis, le groupe est devenu un des leaders du secteur et même désormais, réalisant 28 milliards de chiffre d'affaires, le numéro un mondial des produits laitiers, et l'un des dix plus puissants groupes agro-alimentaires. En vingt ans, les ventes de ses 150 marques ont été multipliées par sept. Quant à ses bénéficiaires, ils étaient de près de 400 millions d'euros en 2022.

Autant dire qu'en matière de normes, tant mises en avant par certains agriculteurs actuellement mobilisés, il est le premier à en imposer, la première étant, en bon capitaliste, celle du profit maximum. Le moindre centime non payé par Lactalis sur chaque litre de lait aux centaines de milliers d'exploitants avec lesquels il est en contrat dans le monde vient grossir les résultats de son racket. Le secret et l'opacité règnent également en maîtres : *« Ils savent tout de nous, mais nous, on ne sait rien d'eux »*, résumait un agriculteur il y a quelques années. Durant des décennies, ses comptes, contrairement à ce que la loi est censée imposer, amendes à l'appui, n'étaient pas même publiés. Durant des années, le vice-président du tribunal de commerce de Laval, où se trouve le siège de Lactalis, chargé de faire publier ses comptes à l'entreprise, n'était autre qu'un cadre dirigeant du groupe. De quoi mettre de l'huile, et en l'oc-

currence du beurre, dans les relations entre la multinationale et la justice bourgeoise ! Le groupe s'y est résigné l'an passé, mais en prétendant ainsi faire la preuve de la faible rentabilité du secteur.

L'IMPUNITÉ D'UN PATRON DE CHOC MALGRÉ LES SCANDALES

Rien n'est à ce jour venu en-traver cette emprise sur le marché du lait, du fromage, de la crème, etc., malgré de multiples scandales.

Ainsi, en 2000, le groupe a été condamné pour « fraude sur le lait et publicité mensongère », pour avoir durant des années mouillé de façon systématique, en y ajoutant de l'eau, le lait destiné à la consommation. En 2010, un contrôle de la répression des fraudes révélait que du lait UHT était vendu pour du lait frais pasteurisé. Mais le rapport resta sans suite, au prétexte d'un vide réglementaire. Cinq ans plus tard, Lactalis était de nouveau condamné, avec d'autres, dans l'affaire dite du « cartel du yaourt », pour entente illicite sur les prix et les appels d'offres, à une amende de 56,1 millions d'euros. Pas de quoi là non plus freiner ce mastodonte ni écorner durablement ses profits. Depuis, malgré des mises en demeure répétées et la mobilisation de riverains ou d'élus, 38 usines du groupe ont été traînées en justice pour pollution de cours d'eau et violation du Code de l'environnement. Les amendes auxquelles Lactalis a été condamné ont été si dérisoires qu'elles s'apparentent plutôt à une forme de droit permanent à polluer. Et ce d'autant que dans le même temps le groupe a reçu plusieurs dizaines de millions de subventions des agences de l'eau, censées veiller à la qualité des rejets industriels !

En 2017, plusieurs dizaines de

nourrissons, et sans doute davantage, furent atteints de salmonellose après avoir consommé du lait infantile produit dans son usine de Craon, en Mayenne. Et pourtant la présence de cette bactérie avait été détectée à plusieurs reprises sur ce même site depuis 2006, date à laquelle Lactalis l'avait racheté. À cette date, la loi n'imposait même pas aux industriels de prévenir les services de l'État en cas de tels auto-contrôles positifs. À ce jour, près de 300 plaintes ont été déposées dans cette affaire. Pour donner le change vis-à-vis de l'opinion publique, choquée par l'attitude de sa direction, qui avait refusé durant des semaines de retirer ses produits des rayons, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, avait alors dénoncé une « entreprise défaillante » et promis des « sanctions » qui ne sont jamais venues. Malgré l'ouverture récente d'une enquête pour rien moins que « blessures involontaires », « mise en danger de la vie d'autrui », « tromperie aggravée par le danger pour la santé humaine » et « inexécution d'une procédure de retrait ou de rappel d'un produit », Lactalis n'a toujours pas été jugé, et encore moins condamné, et n'a cessé de grossir et de s'enrichir. Le groupe, contestant la fiabilité des analyses effectuées par des laboratoires sur le site incriminé, désigne ceux-ci comme responsables et leur réclame même plus d'un milliard ! Quant au nombre et à la fréquence des contrôles des industries de l'alimentaire, il a continué à chuter, de même que celui des effectifs des services de la répression des fraudes qui en ont la charge. Autant dire que les géants de l'agro-alimentaire restent bien à l'abri des lois et du secret qui couvre tout le fonctionnement du capitalisme. Les travailleurs seraient mille fois mieux placés pour assurer cette surveillance et ces contrôles. Mais tout contrôle est aujourd'hui jugé attentatoire à la propriété privée et donc au profit, et l'en-

CÉDRIC PERRIER / LA VOIX DU JURA



Grève à l'usine Lactalis de Lons-le-Saunier en octobre 2022.

treprise impose une véritable omerta à ses salariés et à tous ceux, comme les journalistes, qui prétendent l'empêcher de faire son beurre en paix.

Plus récemment, des enquêtes ont révélé que, grâce à des placements dans des paradis fiscaux effectués par certaines de ses filiales ou holdings, Lactalis ne s'était acquitté que de taux d'imposition dérisoires (autour de 2,8% pour celles installées au Luxembourg).

Lactalis est aujourd'hui visé par une enquête préliminaire du Parquet national financier pour « fraude fiscale aggravée » et « blanchiment de fraude fiscale aggravée ». Plusieurs centaines de millions d'euros auraient ainsi été détournés. Son siège, ses bureaux à Paris ainsi que l'hôtel particulier de son PDG, Emmanuel Besnier, ont été perquisitionnés dans ce cadre le 6 février dernier.

À cette politique de Lactalis, commune à tous les grands groupes capitalistes, s'ajoutent

les méthodes d'un patron de choc. Au début des années 1980, un dirigeant de la société avait ainsi envoyé un commando de 37 anciens parachutistes armés pour briser une grève avec occupation dans son usine de camemberts d'Isigny-sur-Mer et récupérer le stock ! Outre les pressions à l'encontre des éleveurs, Lactalis et son patron sont d'abord coutumiers des méthodes d'intimidation envers ses 85 000 salariés, dont 15 000 en France, répartis dans de multiples sociétés et dans 70 usines. Le groupe a beau faire miroiter un « cadre de travail agréable et stimulant », pour les ouvriers, les conditions de travail sont de plus en plus pénibles. Les salaires sont au niveau du smic, ou guère au-delà, même avec de l'ancienneté. Pas question de tolérer la moindre contestation ou tentative de révéler les conditions d'hygiène à l'extérieur de l'entreprise : les travailleurs comme les représentants syndicaux qui s'y essaient sont écartés dès que possible.

Un ouvrier ayant travaillé dix-sept ans dans une des usines du groupe témoigne : « *Les premières sanctions apparaissent à l'instant où le salarié prend des fonctions syndicales. [...] Ceux qui dérangent, on les élimine.* »³

« *Mondialisation du lait : où la mondialisation s'arrêtera-t-elle ?* », s'interrogeait la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM) dans un article de juillet 2023. Le marché du lait n'échappe pas aux lois et aux contradictions de l'organisation capitaliste de la société. En faisant de cette production indispensable à l'alimentation un outil de domination des groupes capitalistes, il en reflète au contraire toutes les dimensions et toutes les aberrations. Il n'y aura pas d'issue pour les travailleurs de la terre si l'on n'en finit pas avec la domination de Lactalis et des groupes du même acabit, c'est-à-dire avec le capitalisme lui-même.

Le 19 février 2024

3 Interview de Yohann Quesnel, « Dans le secret des laiteries », *Disclose*, 20 octobre 2020.

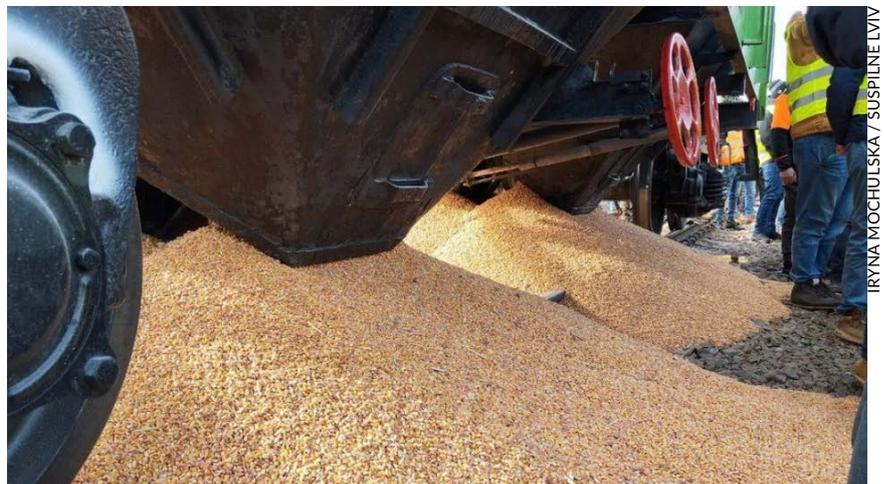


Holdings agricoles en Ukraine : l'alliance des oligarques et des financiers occidentaux

La suspension des droits d'importation sur les produits ukrainiens dans l'Union européenne et l'établissement de «couloirs de transit» des céréales ukrainiennes destinées à l'exportation hors d'Europe provoquent la colère des agriculteurs européens, et d'abord en Pologne, Tchéquie et Roumanie voisines. Des agriculteurs polonais ont vidé des camions de céréales sur les routes. Le gouvernement polonais a plusieurs fois fermé ses postes-frontières. Macron a menacé de rétablir les droits de douane. Ces exportations ukrainiennes – qui ont pourtant chuté de 50 % en raison de la guerre et des blocages douaniers – ont mis en lumière le poids acquis par une poignée de holdings agricoles, associant des oligarques ukrainiens à des fonds d'investissement occidentaux. La sécurisation et la consolidation de cette association font partie des enjeux de la guerre en cours.

Avant la guerre, l'Ukraine était le quatrième exportateur de céréales au monde, derrière les États-Unis, la Russie et l'Argentine. Elle exportait surtout vers l'Égypte, la Chine, l'Inde ou la Turquie, assez peu vers l'Europe. Les accords de libre-échange signés avec l'UE en 2016, et surtout l'autorisation de faire transiter les exportations ukrainiennes à travers l'UE depuis que les ports de la mer Noire sont bloqués, ont changé la donne, certains convois disparaissant entre les frontières ukrainiennes et les ports européens. L'arrivée d'une petite fraction des céréales ukrainiennes sur le marché européen contribue à faire baisser leur prix, ce qui provoque la colère des agriculteurs polonais. L'Ukraine est, après la Russie, le plus grand pays agricole d'Europe, avec 41,5 millions d'hectares de superficie agricole utile. Elle dispose des terres arables parmi les plus fertiles au monde, les fameuses « terres noires » (le tchernoziom), sur une surface qui équivaut au tiers des terres arables de toute l'Union

européenne. Mais l'agriculture lait. Depuis deux ans, beaucoup



Wagons de céréales ukrainiennes bloqués et vidés par des agriculteurs polonais, à Medika, à la frontière avec l'Ukraine, le 20 février.

ukrainienne est coupée en deux mondes aux antipodes l'un de l'autre.

D'un côté, quelque 4 millions de minuscules exploitations de moins de 1 ha – produit du démantèlement des kolkhozes et des sovkhoses de l'ère soviétique – mais qui fournissent la moitié de la production agricole nationale, dont 98 % des pommes de terre, 85 % des légumes et des fruits et 80 % du

de ces ruraux, surtout à l'est du pays où les combats sont les plus intenses, ont perdu leur logement, leur terre, leurs moyens de subsistance. Les ruraux ont été plus massivement intégrés aux troupes combattantes que les citoyens pour qui il est plus facile de se cacher, de se faire exempter ou de fuir à l'étranger. Les « petits », et en particulier les petits paysans, se battent et meurent pendant que les oli-



Les petits agriculteurs ukrainiens n'utilisent que 12 % des terres agricoles, mais ils fournissent la moitié de la production agricole intérieure brute.

garques prospèrent à l'arrière ou à l'étranger.

De l'autre côté, 35 000 exploitations contrôlent 80 % des terres agricoles. Parmi celles-ci, 4 500 sont des entreprises agricoles dont la taille est supérieure à 1 000 ha et seulement 184 sont des agro-holdings exploitant entre 10 000 et 570 000 ha. Ces deux catégories contrôlent plus de la moitié de la surface agricole utile d'Ukraine et ont le quasi-monopole des exportations¹. Leurs riches propriétaires font partie des profiteurs d'une guerre qui accélère la concentration de la terre, les réformes de la propriété foncière et la mainmise des capitalistes occidentaux sur les moyens de production du pays.

LA PUISSANCE DES AGRO-HOLDINGS

Les agro-holdings sont des conglomérats qui contrôlent de nombreuses entreprises agricoles concentrées verticalement, depuis la culture des terres jusqu'à l'exportation en passant par le matériel agricole, la transformation ou le stockage, ou horizontalement en s'étendant sur de vastes surfaces et parfois plusieurs secteurs de production. Ils sont souvent spé-

cialisés dans un domaine : les céréales, les oléagineux, les volailles, ou l'élevage porcin, dans lesquels ils sont en situation de quasi-monopole. Ils disposent d'installations et de matériel agricole récents et performants, vendus par l'américain John Deere ou d'autres industriels occidentaux. Ils ont recours aux satellites et aux drones pour optimiser l'épandage d'engrais et suivre l'état des cultures.

La structure capitaliste et juridique de ces holdings est complexe et très changeante, leur maison-mère chapeautant une multitude de filiales. Le principal actionnaire est le plus souvent un oligarque ukrainien, c'est-à-dire un de ces milliardaires issus de la bureaucratie qui ont mis la main, à la chute de l'Union soviétique, sur des pans entiers de l'économie auparavant étatisée. Ces maisons mères ont leur siège social au Luxembourg ou à Chypre pour échapper aux taxes et impôts, mais aussi à Amsterdam ou à New York pour profiter de la sécurité du droit de la propriété privée des pays occidentaux car ce droit reste loin d'être garanti en Ukraine.

Ainsi Kernel, le plus grand holding, qui exploite 570 000 ha (la superficie du département de l'Ain), spécialisé dans l'huile

de tournesol, propriété de Andriy Verevskiy, 16^e fortune ukrainienne, est enregistré au Luxembourg. UkrLandFarming, 403 000 ha, qui fait dans les céréales, les œufs et le lait, propriété d'Oleh Bakhmatyuk, 28^e fortune avant un revers provoqué par la guerre, est enregistré à Chypre. C'est aussi le cas de MHP, 370 000 ha, troisième sur le podium, qui appartient à Yuriy Kosyuk dit « le roi du poulet » car il exporte 60 % de la volaille du pays, dont un tiers vers l'Europe en 2022 contre moins de 20 % avant la guerre². Comme ses homologues, il pourrait s'appeler « le mafieux du poulet » au regard des méthodes utilisées pour bâtir son empire, protéger sa fortune et faire taire ses détracteurs et les paysans qu'il a spoliés. En 2018, Kosyuk a tenté de reprendre le groupe volailler français Doux, en difficulté. Dixième fortune du pays, Kosyuk s'est fait construire dans la banlieue de Kiev une résidence inspirée du château de Versailles, fêtes somptueuses incluses.

La crise financière internationale de 2007-2008, qui a libéré des masses de capitaux à la recherche de placements rentables et engendré une spéculation mondiale sur les matières premières agricoles, provoquant l'envolée des prix et l'extension des famines dans le monde, a marqué un tournant. L'agriculture ukrainienne a attiré en masse les capitaux occidentaux. Des oligarques de l'industrie se sont réorientés vers l'agriculture. Des fermes de dix mille ou vingt mille hectares ont grossi jusqu'à plusieurs centaines de milliers d'hectares. L'État ukrainien a soutenu la formation de ces géants par tous les moyens : facilités de crédit, accès aux devises étrangères pour les plus gros, refus de financer la modernisation des

1 Chiffres donnés par Sandrine Lévassieur, « L'agriculture ukrainienne sous tension », Sciences Po OFCE Working Paper, n° 10/2022

2 Chiffres donnés par le rapport *Guerre et spoliation* publié par The Oakland Institute, 2023.



KERNEL

Les immenses champs de tournesols de l'agro-holding Kernel, destinés à faire de l'huile.

plus petits, pression sur les propriétaires nominaux de la terre pour la louer aux holdings, complicité pour laisser ces derniers accaparer des terres de l'État, autorisation pour construire des élevages ou des abattoirs géants malgré l'opposition des riverains, privatisation d'entreprises agroalimentaires publiques... L'élection en 2014 à la présidence de l'oligarque pro-occidental Petro Porochenko, dit « le roi du chocolat », a accéléré l'arrivée de ces capitaux.

Les banques et fonds d'investissement européens, américains ou des pays du golfe Persique sont devenus les créanciers et même les actionnaires des oligarques ukrainiens. Ainsi les fonds d'investissement de Goldman Sachs, de la BNP, de Norges Bank ou encore le fonds américain Kopernik possèdent-ils des actions des holdings agricoles ukrainiens. NCH Capital, cinquième plus grand holding d'Ukraine, 290 000 ha, est une société à capitaux majoritairement américains. NCH exploitait aussi plusieurs centaines de milliers d'hectares de terres agricoles en Russie jusqu'en 2022. AgroGeneration, créée en 2007 par le français Charles Beigbeder, a exploité jusqu'à 100 000 ha avant de connaître des déboires dus à la guerre en 2014, puis en 2022.

L'arrivée des financiers occidentaux a surtout pris la forme

de prêts massifs, appuyés par les institutions financières, dont la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Ainsi, à partir de 2010, la BERD a consenti des dizaines de millions d'euros de prêts au « roi du poulet », MHP, pour construire des installations capables de préparer jusqu'à 1 000 tonnes de viande par jour. Entre 2008 et 2023, la BERD et la Banque mondiale ont prêté 1,7 milliard de dollars aux six premiers holdings ukrainiens. En 2020, la dette de la société UkrLandFarming était estimée à 1,65 milliard de dollars, pour l'essentiel auprès de créanciers étrangers dont Gramercy Funds Management, l'agence d'import-export des États-Unis, et la Deutsche Bank. Parmi les créanciers de Kernel, on trouve la banque néerlandaise ING

Bank, la française Natixis et la banque allemande Landesbank Baden-Württemberg, trois banques de pays gros exportateurs de denrées agricoles.

Cet endettement massif des holdings agricoles ukrainiens donne aux banques occidentales créancières le contrôle sur les entreprises et leurs actifs. Leurs investissements dans l'agriculture marquent une étape, sinon un tournant, dans l'intégration des oligarques ukrainiens au sein du capitalisme mondial. Les oligarques ne sont plus seulement des prédateurs des ressources ukrainiennes qui viennent placer leur fortune dans des paradis fiscaux, acheter des clubs de football ou des sociétés immobilières à Londres ou ailleurs. Ils deviennent des partenaires en affaires des capitalistes occidentaux.



CAPTURE D'ÉCRAN

L'agro-holding MHP de Kosyuk, cité par Macron face à la colère des agriculteurs français.

rang	nom de l'entreprise	surface (hectares)
1	Kernel Holding SA (Luxembourg)	582 062
2	UkrLandFarming (Chypre)	403 370
3	MHP SE (Chypre)	360 238
4	TNA Corporate Solutions LLC (USA)	295 624
5	NCH Capital (USA)	290 749
6	Astarta Holding NV (Pays-Bas)	264 270
7	Industrial Milk Company SA (Luxembourg)	218 138
8	PIF Saudi (Arabie Saoudite)	228 654
9	Agroton Public Limited (Chypre)	120 000
10	Nibulon (Ukraine)	82 500

Les 10 premiers agro-holdings et les surfaces exploitées.

Source : Oakland Institute (données sur les baux fonciers du Land Matrix <https://landmatrix.org/> consulté le 2 février 2023).

DES KOLKHOZES AUX AGRO-HOLDINGS, LA QUESTION DE LA PROPRIÉTÉ

Entre 1991, date de l'indépendance de l'Ukraine à la suite de l'éclatement de l'Union soviétique par la volonté des bureaucrates qui régnaient à son sommet, et 2021, date du vote à Kiev d'une loi foncière qui rend possible non seulement la location mais la vente des terres agricoles, il se sera écoulé trente ans. Trente années au cours desquelles il n'aura été ni simple ni encore totalement achevé, pour les privilégiés ukrainiens comme pour les capitalistes occidentaux qui lorgnaient les richesses du pays, de liquider l'héritage économique, juridique et social de la période soviétique, de désarrimer l'Ukraine de la Russie et d'intégrer l'économie ukrainienne à l'économie capitaliste mondiale.

Les 20 000 kolkhozes (fermes collectives) et 2 500 sovkhazes (fermes d'État) qui exploitaient l'essentiel des surfaces cultivées avant 1991 – même si une part notable de la production vivrière du pays provenait des lopins individuels des kolkhoziens – avaient été

conçus, comme toute l'économie soviétique, sur une base collective, depuis les travaux dans les champs et les étables jusqu'au stockage et à l'acheminement des produits aux consommateurs. Toute la vie des villages – le logement, l'école, la santé, les commerces, la fourniture de l'électricité, jusqu'aux pompes funèbres – était structurée autour des kolkhozes, eux-mêmes fortement liés à des groupes industriels d'État. En outre, toutes les relations économiques, les infrastructures, les réseaux d'approvisionnement et de distribution de l'Ukraine étaient imbriqués avec ceux de la Russie ou de la Biélorussie et largement coupés de l'Europe occidentale.

En Ukraine, comme en Russie, les premières tentatives pour privatiser la terre ont échoué. Formellement, depuis la révolution d'Octobre 1917, dont l'un des principaux moteurs avait été la question agraire soulevée par des millions de paysans pauvres, la propriété privée de la terre n'existait plus. Les bolcheviks avaient décrété : « *Le droit à la propriété de la terre est aboli à jamais et sans indemnité. La terre devient un bien national donné en jouissance à*

tous ceux qui la travaillent. »³ Après les terribles vicissitudes de la guerre civile, de la NEP, de la collectivisation forcée stalinienne, de la Deuxième Guerre mondiale puis des réformes de Khrouchtchev, autant d'événements qui ont affecté particulièrement l'Ukraine, la terre était laissée en jouissance, sans titre de propriété, répartie entre les lopins individuels des kolkhoziens – et plus tard de nombreux citoyens pour leurs datchas⁴ –, les kolkhozes, les sovkhazes, les régions, l'État. Il n'existait pas de cadastre recensant et identifiant les propriétés foncières. Un tel cadastre n'existe toujours pas trente ans plus tard, au désespoir de la BERD qui a versé 89 millions de dollars en 2013 « *pour organiser un titrage des terres rurales et le développement du cadastre* » (Guerre et spoliation).

Les bureaucrates à la tête de l'Ukraine ont tenté, dès 1992, de démanteler les fermes collectives et de privatiser les terres pour faire surgir à marche forcée des entreprises privées. Le gouvernement a distribué des certificats de propriété (des vouchers) aux salariés des kolkhozes, pour une surface foncière dépendant de la taille de l'ancienne ferme collective et du nombre de ses travailleurs. Il a donné la propriété formelle des lopins aux ruraux qui les exploitaient et transféré 15 % des terres des kolkhozes aux conseils municipaux pour constituer des « terres de réserve ». Une nouvelle Constitution en 1996 indiquait à la fois que « *la terre est la propriété du peuple ukrainien* » et que « *le droit de propriété sur la terre est garanti. Ce droit est acquis et réalisé par les citoyens, les personnes morales et l'État.* » Mais ces changements juridiques n'ont pas fait surgir du néant des milliers d'exploitations agri-

3 Décret sur la terre adopté par le congrès des soviets le 8 novembre 1917 (26 octobre de l'ancien calendrier), soit dès la prise du pouvoir.

4 Bien souvent une simple cabane sur un tout petit lopin.



«Dans notre kolkhoze, pas de place pour les popes et les koulaks.»
Affiche soviétique, 1928.

coles privées. L'immense majorité des sept millions de possesseurs de certificats de propriété, pour des surfaces non cadastrées, se trouvant dans l'incapacité de les exploiter, faute de matériel et de financement, ont le plus souvent loué leurs parts, plus rarement vendu, librement ou à la suite de pressions, aux anciens cadres des kolkhozes ou à des affairistes locaux ou plus lointains. Beaucoup de ces millions de nouveaux tout petits «propriétaires» sont donc devenus salariés sur ce qui était supposé être «leurs» terres.

Dans ces années 1990, une multitude de bureaucrates et de nouveaux riches proches du pouvoir étaient assoiffés de profits immédiats. Ils ont dépecé l'ancien appareil productif et pillé les matières premières, provoquant un effondrement général de l'économie et un désastre pour la population dont la taille et l'espérance de vie ont reculé. À la campagne, la plupart des kolkhozes et sovkhozes, peu rentables, ont été laissés à l'abandon, le matériel livré à la rouille et le bétail souvent abattu. La plus grande partie de la nourriture consommée en Ukraine provenait, comme par

le passé et comme encore aujourd'hui, des lopins familiaux exploités intensivement et des petites fermes indépendantes. Des oligarques ont fait main basse sur les meilleures terres, les ports, les lieux de transport et de stockage. D'autres ont racheté les titres de propriété éparés pour les concentrer entre leurs mains, sans toujours les mettre en exploitation, attendant que le contexte général des affaires s'améliore.

Devant les conséquences désastreuses de ce pillage et l'opposition des petits agriculteurs et des anciens kolkhoziens, le Parlement ukrainien a voté en 2001 un moratoire interdisant la vente des terres agricoles. Ce moratoire n'a été levé qu'en 2021, par Zelensky. Depuis des années, le FMI et la BERD exerçaient une pression insistante en ce sens, par exemple en conditionnant tous les prêts à l'Ukraine depuis 2014 à l'engagement de «lever le moratoire» et d'«établir un marché transparent des terres agricoles». Mais à chaque fois que le Parlement s'apprêtait à lever ce moratoire, ce que refusaient les deux tiers des Ukrainiens, très conscients que cela démultiplierait l'accaparement des terres par les puissants dans un pays où la corruption règne, des manifestations d'agriculteurs l'en empêchaient.

Zelensky fut, durant la campagne électorale qui allait le porter à la présidence, le premier à s'engager à faire voter une loi autorisant la vente des terres, y compris à des étrangers. Une promesse électorale, aux nantis, qu'il a tenue... La loi votée en 2021 limitait, dans un premier temps, les ventes des terres de moins de 100 ha aux seuls acquéreurs ukrainiens. Depuis le 1^{er} janvier 2024, des terres pour une surface jusqu'à 10 000 ha peuvent être vendues ou acquises par une personne physique ou morale. Les pres-

sions des banques internationales ont fini par aboutir: la loi ouvre la porte à l'acquisition en pleine propriété de la terre agricole par des sociétés à capitaux étrangers. Bien sûr, les entrepreneurs étrangers n'ont pas attendu d'être légalement propriétaires pour disposer des terres. Les actionnaires étrangers des puissants agro-holdings disposent d'un large éventail d'outils juridiques pour agrandir les surfaces exploitées en louant ou rachetant les droits d'usage des petits porteurs sur les terres agricoles ou en participant au capital des sociétés ukrainiennes qui en disposent. Même des capitalistes d'un plus petit calibre, comme ces agriculteurs français de la Haute-Marne associés depuis 2006 dans Agro KMR pour exploiter 20 000 ha dans le village de Pavlohrad dans l'est de l'Ukraine, contrôlent des fermes en Ukraine.

Mais depuis leur émergence, les capitalistes ont toujours voulu sécuriser leurs propriétés, même quand celles-ci avaient été acquises par la spoliation, le trafic ou l'esclavage. Comme le formulait la BERD dès 2014: «L'Ukraine ne pourra libérer son potentiel agricole et industriel sans relever un certain nombre de défis, notamment [...] l'incertitude liée à la propriété foncière et aux droits d'utilisation»⁵. La réforme foncière et l'accès à la pleine propriété, garantie par l'État ukrainien, ouvre de nouvelles perspectives aux capitalistes occidentaux.

LA GUERRE ET LES AGRO-HOLDINGS

Bien sûr, la guerre, qui entre dans sa troisième année et qui a déjà fait des centaines de milliers de victimes, ukrainiennes et russes, retarde et complique la mise en œuvre effective de la loi sur la propriété foncière.

5 Cité dans *Guerre et spoliation*, page 17.

Dans l'est du pays, un dixième de la surface des terres agricoles a été transformé en champs de mines, balaféré par des tranchées. Les villages et les fermes ont été détruits. Les infrastructures, silos, routes, voies ferrées, ports, ont été bombardés et bien au-delà de la ligne de front : le cas d'Odessa, le plus grand port d'Ukraine, notamment pour les céréales, en est un exemple. Les circuits d'approvisionnement en engrais ou semences ont été coupés, des usines de transformation ont été détruites. Certains holdings ont perdu une grande partie de leurs terres. Le groupe UkrLand-Farming de l'oligarque Oleh Bahmatyuk annonce avoir perdu 40 % de ses terres dans la région de Kherson et Marioupol. Le groupe AgroGeneration fondé par le Français Beigbeder a connu les mêmes déboires.

Dans les régions occupées par l'armée russe, les concurrents russes des oligarques ukrainiens se sont emparés de leurs terres. Ainsi le holding russe Agrocomplex, qui appartient à l'ancien ministre de l'Agriculture Alexandr Tkatchev et contrôle 800 000 hectares de terres en Russie, a mis la main sur les terres de l'Ukrainien HarvEast dans la région de Donetsk. La guerre accélère la séparation entre les oligarques russes et ukrainiens, aux méthodes mafieuses similaires, tout en permettant les règlements de comptes. Ainsi Oleksi Vadatursky, patron du groupe céréalier Nibulon, 10^e agro-holding ukrainien, qui a la main sur les infrastructures portuaires de Mykolaïv par où transitait le tiers des exportations de céréales avant la guerre, a été délibérément abattu en août 2022 par des bombes russes.

Une des raisons de la guerre était justement la concurrence de plus en plus vive entre les oligarques russes de l'agriculture, grands exportateurs de céréales, liés étroitement à



Céréales ukrainiennes détruites à Odessa sous les bombes, en juillet 2023.

l'appareil d'État de Poutine, et leurs homologues ukrainiens, de plus en plus associés aux capitalistes occidentaux. L'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2016, d'un accord de libre-échange entre l'Ukraine et l'Union européenne, la montée en puissance des agro-holdings ukrainiens sur les marchés internationaux des céréales ou des oléagineux, heurtaient directement les intérêts de leurs concurrents russes. Stéphane Séjourné, nouveau ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, formule d'ailleurs ouvertement cet enjeu agricole de la guerre pour les puissances impérialistes : *« Laisser la Russie s'emparer des terres noires ukrainiennes, parmi les plus fertiles au monde, ce serait abdiquer une part de souveraineté alimentaire, accepter une inflation débridée, offrir à la Russie des moyens de pression et d'extorsion sans précédent. »* (Le Monde du 17 février 2024) Il se fait ainsi le porte-parole des financiers occidentaux qui ont investi dans l'agriculture ukrainienne.

La guerre renforce massivement l'emprise des financiers occidentaux sur l'économie ukrainienne. La dette publique de l'État a explosé pour financer la guerre car les dizaines de milliards de dollars ou d'euros

versés à l'Ukraine par les États-Unis et les pays européens sous prétexte d'aider l'Ukraine à résister à l'invasion russe sont en réalité des prêts, que la population ukrainienne devra rembourser au prix fort pendant des décennies. Cette dette publique se montait à 135 milliards de dollars (75 % du PIB) au début de l'année 2023 et ne cesse d'augmenter. La dette privée, celle des entreprises ukrainiennes dont les agro-holdings, était estimée à 50 milliards de dollars. Ces dettes donnent le pouvoir quasi absolu aux créanciers occidentaux de mettre la main sur les entreprises ou les mines du pays et en particulier sur la propriété des riches terres agricoles.

Les conférences internationales sur l'avenir de l'Ukraine, les sommets européens ou les résolutions publiées sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale répètent tous la même chose : il faut privatiser les entreprises non essentielles ; il faut réformer les services sociaux ; il faut déréguler l'économie. Dans le domaine de l'agriculture, la Banque mondiale affirme : *« La reconstruction de l'Ukraine nécessitera une libéralisation accrue du marché des terres agricoles et l'expansion du programme de recettes agricoles pour attirer les capitaux privés »* (Guerre et spoliation)

**MOURIR
POUR L'AGRO-BUSINESS**

La guerre entre la Russie et l'Ukraine, démarrée il y a dix ans après la victoire à Kiev des pro-occidentaux suivie de la sécession du Donbass, restée de faible intensité jusqu'à la brutale invasion de l'Ukraine par les armées de Poutine il y a deux ans, est aussi une guerre pour le contrôle des ressources et des marchés. Déclenchée par Poutine en réaction à l'alignement croissant de l'Ukraine derrière les États-Unis et leurs alliés européens et à la mainmise des capitalistes de ces pays sur l'économie ukrainienne, cette guerre qui s'enlise accélère au contraire le processus. D'un côté les relations se coupent avec la

Russie; de l'autre les créanciers et fournisseurs d'armes occidentaux de Zelensky s'appêtent à faire main basse sur le pays tout en intégrant peut-être durablement les oligarques ukrainiens au sein de la bourgeoisie internationale.

Les classes populaires ukrainiennes, les jeunes mobilisés dans l'armée, à commencer par les dizaines de milliers de ruraux, petits agriculteurs ou ouvriers agricoles des immenses exploitations, les habitants des zones de combat et des villes assiégées et détruites, paient l'essentiel du coût de cette guerre. Dans de nombreux villages, il ne reste presque plus d'hommes en âge de travailler car ils sont tous à la guerre. Faute de bras, beaucoup d'agriculteurs abat-

tent leur cheptel, ce qui fait monter le prix du lait. Près d'un habitant rural sur deux vit aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté, certains souffrant même de malnutrition. Les petits agriculteurs qui nourrissent le pays ne touchent aucune aide de l'État, qui la réserve aux fermes géantes.

Les classes populaires paient le prix du sang. Elles subissent les privations. Elles devront supporter demain les remboursements d'une dette vertigineuse. Tous ces sacrifices pour pérenniser l'alliance entre les financiers occidentaux et les oligarques ukrainiens. On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les actionnaires des agro-holdings.

21 février 2024

Trois frères d'une famille paysanne, mobilisés ensemble. Au centre, Anatoly, surnommé «le fermier», tué à Bakhmut le 9 janvier 2023.





Gaza : un peuple massacré avec le soutien des puissances impérialistes

En plus de quatre mois de guerre, les bombardements massifs et l'avancée des troupes israéliennes à Gaza ont fait plus de 30 000 morts, majoritairement des femmes et des enfants, ont provoqué le déplacement de près de deux millions de personnes, ont détruit la plupart des infrastructures et transformé les villes en champs de ruines.

Affichant son opposition à toute trêve, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a demandé début février à son état-major de lancer une offensive sur la ville de Rafah, située dans le sud de Gaza, à la frontière égyptienne. Plus d'un million de Palestiniens ayant fui le nord y sont concentrés, vivant dans des conditions précaires, sous des tentes, privés d'accès aux soins. La frontière égyptienne leur étant fermée, ils se retrouvent pris au piège, soumis au pilonnage de l'aviation et de l'artillerie israéliennes.

Le gouvernement de Netanyahu proclame vouloir éradiquer le Hamas, mais il ne fait que poursuivre une politique qui est celle des dirigeants israéliens depuis le début et qui consiste à terroriser le peuple palestinien et à l'écraser par la force des armes. Il sait lui-même qu'il ne mettra pas fin à sa résistance, qui ressurgira, sous la direction du Hamas ou d'une nouvelle organisation. Mais les dirigeants israéliens n'ont pas d'autre politique à proposer que de s'enfoncer toujours plus dans cette impasse.

Netanyahu a beau répéter que « la victoire est proche », que ce n'est plus qu'une question de mois, la réalité est tout autre. Le Hamas est capable

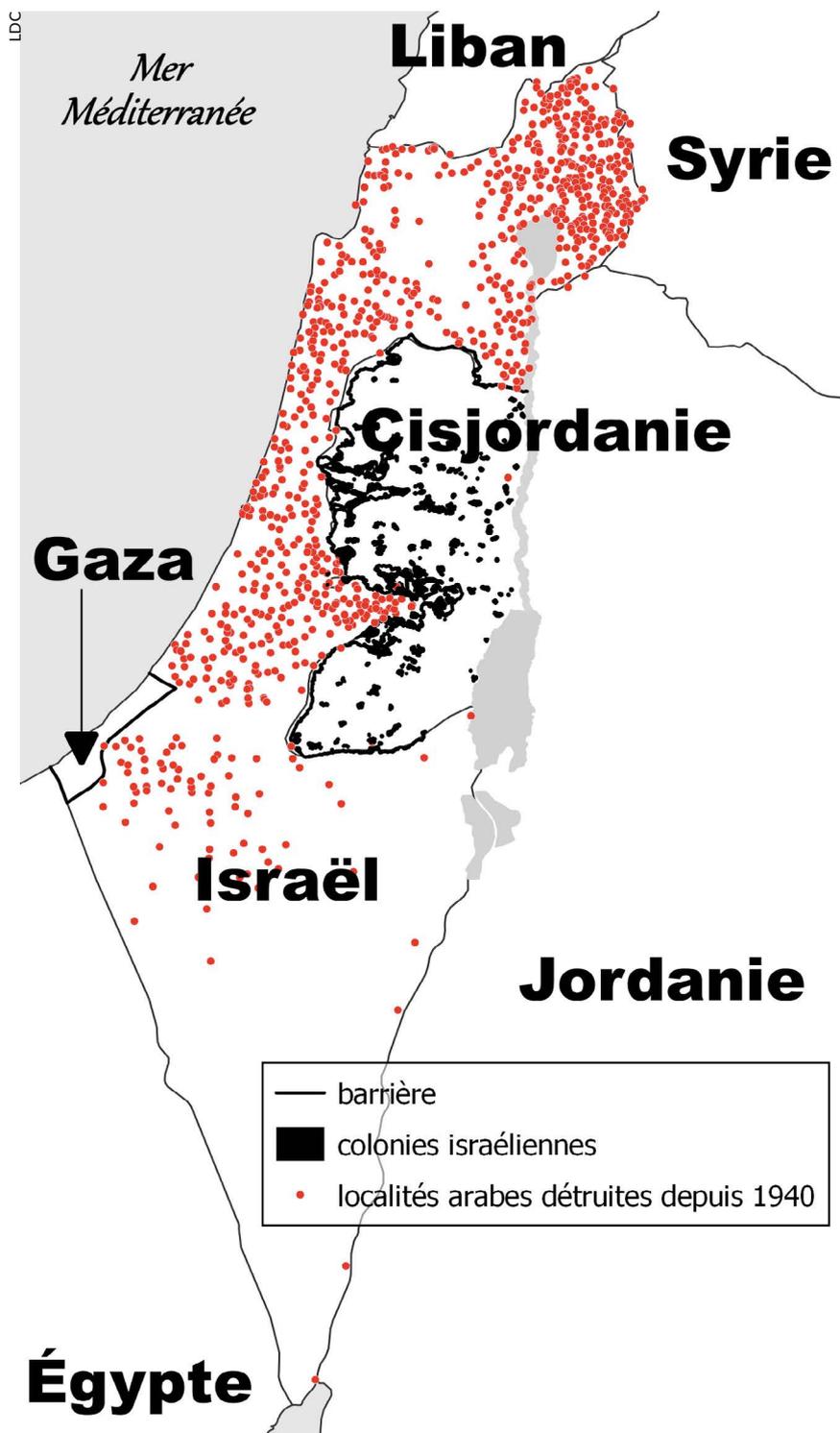
de tirer chaque semaine des salves de roquettes contre Israël. D'après les informations circulant dans certains médias israéliens, le plan initial de l'armée israélienne prévoyait un « contrôle opérationnel » total des trois grandes villes de la bande (Gaza, Khan Younès et Rafah) avant la fin décembre. Or ce contrôle, même dans le nord, n'est toujours pas effectif comme l'a montré la mort de 21 soldats israéliens, tous des réservistes entre 25 et 40 ans, survenue le 22 janvier, lors d'une attaque à la roquette menée par

des miliciens du Hamas dans le camp de réfugiés de Maghazi, à 600 mètres seulement de la frontière israélienne.

La question de la fin de la guerre divise les Israéliens, la population comme ses dirigeants. Il est de plus en plus clair que Netanyahu se préoccupe surtout de repousser, grâce à la poursuite de la guerre, le moment où il aura à rendre des comptes sur sa politique. Engagé dans une fuite en avant militaire, il a besoin plus que jamais du soutien des mouvements d'extrême droite. C'était



À Nitzana, devant la frontière égyptienne, des Israéliens d'extrême droite tentent, le 12 février, d'empêcher le passage des convois d'aide humanitaire destinés à Gaza.



Continuité de la politique israélienne contre les Palestiniens.

déjà le cas après les élections législatives de novembre 2022. Pour constituer son gouvernement, il avait alors été obligé de leur concéder des postes ministériels importants, dont celui des Finances, accordé à Bezalel Smotrich, dirigeant du Parti sioniste religieux. Itamir Ben Gvir, dirigeant du parti ultranationaliste la Force juive, s'était vu attribuer un super-ministère de

la Sécurité publique taillé sur mesure.

Depuis le 7 octobre, l'extrême droite a encore renforcé sa pression, profitant du climat guerrier, cherchant à attiser les sentiments anti-arabes dans la population israélienne. Les partisans de la négociation d'une trêve avec le Hamas pour obtenir la libération des otages encore retenus sont dénon-

cés comme des « capitulards ». En Cisjordanie, les colons, qui constituent la principale base militante de l'extrême droite, bénéficient d'un appui ouvert de l'armée israélienne pour créer de nouvelles implantations et ils peuvent se livrer en toute impunité à des agressions contre les Palestiniens.

Le 29 janvier, à Jérusalem, une Conférence pour la victoire d'Israël a été organisée, avec pour thème principal le transfert des Palestiniens hors de Gaza. Alors que certains se déclaraient ouvertement pour l'expulsion des Gazaouis, le ministre d'extrême droite de la Sécurité publique, Ben Gvir, faisait presque figure de modéré en prônant une « émigration volontaire ». À ses côtés, à la tribune, se trouvaient quatorze autres membres du gouvernement de Nétanyahou issus de l'extrême droite, du Likoud, le parti de droite, et du parti religieux orthodoxe Unité de la Torah. L'extrême droite se bat pour la « reconquête » et pour « recoloniser Gaza ». En organisant des manifestations à la frontière entre Israël et Gaza pour bloquer les camions transportant l'aide humanitaire destinée aux Palestiniens, ses militants appellent à mener une guerre d'extermination.

Face à Netanyahou et ses alliés d'extrême droite, d'autres manifestations regroupent des familles d'otages et les Israéliens qui dénoncent « le gouvernement qui n'en a rien à faire des otages », et réclament le départ de Netanyahou et l'organisation de nouvelles élections. Des divisions se manifestent désormais ouvertement au sein même du cabinet de guerre, formé au lendemain du 7 octobre. Ancien chef d'état-major et figure de l'opposition à Netanyahou, Benny Gantz saisit toutes les occasions pour marquer ses distances avec son rival et rencontre régulièrement les familles des otages. Un autre ancien chef d'état-major, Gadi



Rassemblement pour la libération des otages, à Tel Aviv, le 20 janvier.

Eisenkot, a déclaré, lors d'une conférence de presse le 18 janvier que « *les dirigeants israéliens ne disent pas toute la vérité sur la guerre* », et a refusé de répondre à une question quant à sa confiance en Netanyahu. Ce général qui s'affirme partisan d'une fin rapide de la guerre pour éviter l'enlisement n'a rien d'un pacifiste : il est connu pour avoir conçu la doctrine Dahiya, du nom d'un quartier de Beyrouth détruit par l'armée israélienne en 2006, prônant « l'usage de la force disproportionnée » contre les zones civiles. Cette vision a été officiellement insérée en 2008 dans l'arsenal stratégique de l'armée israélienne, et elle est mise en œuvre aujourd'hui à Gaza.

En reprenant à leur compte les critiques qui se font jour au sein d'une partie de la population israélienne, ces généraux se posent en candidats à la succession de Netanyahu. Ils peuvent aussi compter sur un soutien de plus en plus marqué des dirigeants américains que le jusqu'au-boutisme de Netanyahu contrarie. Ainsi, lors de sa dernière tournée au Moyen-Orient, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a tenu à s'entretenir en particulier avec Gantz et Eisenkot.

Dans cette année d'élection présidentielle, Biden doit tenir

compte de son opinion publique, dont une partie est opposée à la guerre à Gaza. Mais, au-delà de ces calculs électoraux, le dirigeant de la première puissance impérialiste se préoccupe aussi de limiter les risques d'extension du conflit à l'ensemble du Moyen-Orient que l'attitude provocatrice de Netanyahu risque d'entraîner. Biden a appelé le gouvernement israélien à « *garantir la sécurité des populations civiles de Gaza* ». Ses émissaires ont favorisé la tenue de négociations avec le Hamas en Égypte. Pour la première fois, début février, des sanctions ont été décidées contre quatre colons israéliens accusés de violences anti-palestiniennes en Cisjordanie. Ceux-ci sont interdits de séjour aux États-Unis, et leurs biens, à supposer qu'ils en aient, y sont gelés.

Mais cette pression très limitée ne peut empêcher la guerre de continuer encore longtemps, grâce aux munitions et aux obus fournis par les États-Unis, via un pont aérien et maritime. Si l'aide militaire américaine est de loin la plus importante, en fait toutes les grandes puissances occidentales apportent leur soutien actif à la machine de guerre israélienne, y compris la France dont le gouvernement fait mine d'appeler à un cessez-le-feu. Ainsi, les grandes entre-

prises françaises de l'industrie d'armement participent aux côtés de sociétés israéliennes à des programmes de production de drones, de blindés lance-missiles...

Ce soutien des États occidentaux s'est aussi manifesté spectaculairement avec leur attitude vis-à-vis de l'Unrwa. Cette agence de l'ONU a été fondée en 1949 pour prendre en charge les réfugiés Palestiniens après la création d'Israël, dont les dirigeants n'ont aucun scrupule à faire ainsi reposer les frais résultant de leurs exactions sur ce qu'on appelle « la communauté internationale ». Après que les autorités israéliennes ont déclaré, sans apporter la moindre preuve, que des employés de l'agence avaient participé aux massacres du 7 octobre, 16 pays – dont les principaux donateurs, les États-Unis et l'Allemagne – ont annoncé suspendre leur financement à l'Unrwa jusqu'au résultat de l'enquête. De leur côté, la France et l'UE ont déclaré attendre ses conclusions pour se prononcer sur un éventuel arrêt des financements.

L'Unrwa emploie 30 000 personnes, pour la plupart palestiniennes, et vient en aide à près de six millions de réfugiés palestiniens en Cisjordanie, à Gaza mais aussi au Liban, en Jordanie et en Syrie. Dans la seule bande de Gaza, elle prend en charge 278 écoles et 22 centres de soins, et fournit de la nourriture aux quelque deux millions de personnes assiégées par Israël depuis le début du mois d'octobre.

La subvention américaine, essentielle, avait été une première fois suspendue entre 2018 et 2021. Biden manifeste ainsi la continuité de la politique de la Maison-Blanche, qui a toujours consisté, quel que soit le président en titre, à prendre parti pour l'État israélien.

On ne peut prévoir quel sera le résultat des manœuvres et des tractations auxquelles se livrent les dirigeants améri-



Une école de l'Unrwa à Khan Younés.

cains. Depuis le début du conflit, ils se déclarent partisans d'une « solution à deux États ». Ont-ils vraiment la volonté d'imposer aux dirigeants israéliens d'engager officiellement des négociations avec des représentants palestiniens ? Dans les années 1990, cela avait débouché sur la signature des accords d'Oslo, qui prévoyaient, à terme, la reconnaissance d'un État palestinien. Le seul résultat a été la création de l'Autorité palestinienne, un État croupion auxquels les gouvernements israéliens n'ont jamais reconnu aucun véritable pouvoir, à part celui de réprimer sa propre population. La colonisation de la Cisjordanie s'est poursuivie, et l'armée israélienne a continué de se comporter en territoire occupé, réprimant, assassinant, organisant régulièrement à son gré le blocus de villes, voire de l'ensemble de la Cisjordanie et de Gaza. Même si, sous la pression américaine, les dirigeants israéliens finissaient par reconnaître officiellement l'existence d'un État palestinien, celui-ci ne serait pas très différent de l'actuelle Autorité palestinienne, et il est certain que cela ne met-

trait pas fin à l'oppression que subissent les Palestiniens.

Il ne peut rien sortir d'autre de la guerre actuelle que de nouveaux affrontements. La contestation qui s'exprime en Israël à l'égard de Netanyahu montre qu'une partie des Israéliens sont conscients que l'extrême droite et sa politique les condamnent à une guerre sans fin. Mais les opposant actuels à Netanyahu, comme Gantz et quelques autres, ne proposent pas une politique fondamentalement différente. Une paix véritable ne sera pas possible tant que les droits nationaux des Palestiniens ne seront pas reconnus, et tant que la population israélienne acceptera d'être enrôlée dans une guerre permanente qui en fait le bras armé de l'impérialisme.

Ce sont en effet les puissances impérialistes qui ont sciemment créé les conditions de l'éclatement du conflit israélo-arabe. Loin de chercher à le résoudre, elles n'ont jamais cessé de l'alimenter afin de pouvoir disposer avec Israël d'un État qui soit le pilier de la défense de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient.

Partout sur la planète, elles ont utilisé les mêmes méthodes, dressant des peuples les uns contre les autres pour mieux les utiliser en fonction de leurs intérêts. C'est dans la nature même du système impérialiste, fondé sur des rapports de domination, sur la mise en coupe réglée des peuples par les États les plus puissants, et sur l'exploitation des travailleurs du monde entier au profit des classes possédantes, en particulier celles des pays impérialistes les plus riches.

En tant que communistes révolutionnaires, nous sommes totalement et inconditionnellement solidaires du combat des Palestiniens pour faire reconnaître leurs droits et refuser les spoliations dont ils ont été victimes. Mais nous avons aussi à affirmer que l'issue de ce combat, comme celui de bien d'autres peuples, dépendra de la capacité du prolétariat à mener son combat jusqu'au renversement du capitalisme et à bâtir une société débarrassée de toute forme d'exploitation et de domination.

20 février 2024



Fleuve Colorado : un désert aride transformé en une source de profits

Cet article est adapté de celui paru dans la revue *Class Struggle* (n° 118, hiver 2024) publiée aux États-Unis par le groupe trotskyste The Spark.

Le fleuve Colorado, long de 2 334 kilomètres, a une importance vitale pour le sud-ouest des États-Unis. Il fournit de l'eau à plus de 40 millions de personnes et de l'électricité à environ un million de foyers. Mais environ 80% de son eau est utilisée pour l'agriculture, surtout par les grandes entreprises qui la dominent aux États-Unis.

Au cours de la sécheresse qui frappe l'ouest des États-Unis depuis plus de vingt ans, le débit du Colorado a considérablement diminué, d'environ 20%. Alors que les États riverains et les autorités locales ont imposé des réductions du volume d'eau utilisée par les habitants, les grandes exploitations agricoles n'ont pas réduit leur utilisation de l'eau du Colorado.

Or, ces dernières années, le niveau des deux plus grands réservoirs artificiels d'eau des États-Unis, les lacs Mead et Powell, traversés par le Colorado, est devenu dangereusement bas, ce qui laisse entrevoir la possibilité que le fleuve s'arrête complètement de couler. Il avait fallu six années pour remplir le lac Mead, et seize pour le lac Powell. Ils ne contiennent plus aujourd'hui qu'un gros tiers de leur volume d'eau initial.

L'eau du Colorado irrigue 15% des cultures et permet d'élever 13% du bétail des États-Unis. Ce



Cultures d'hiver dans l'Imperial Valley.

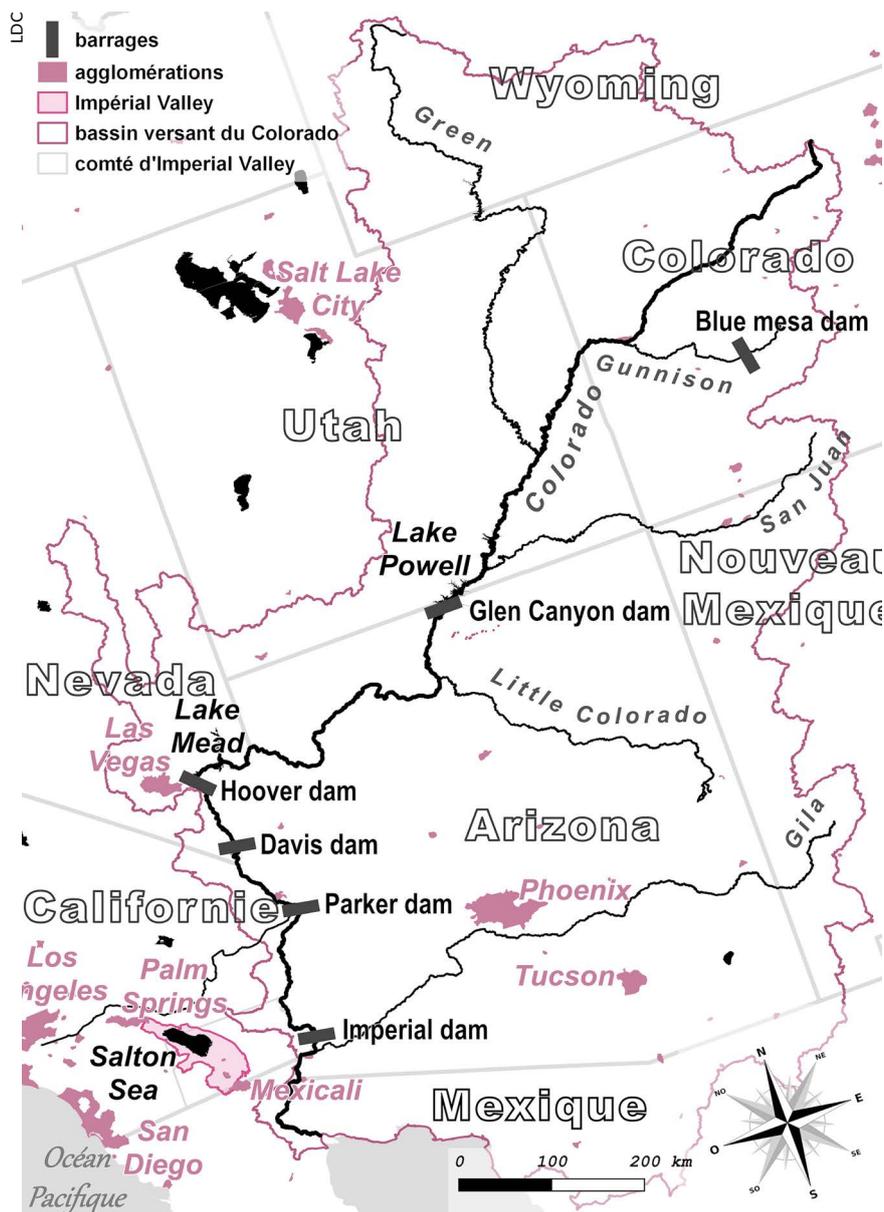
qui est tout à fait disproportionné pour un fleuve qui, en termes de volume d'eau transportée, se classe au 37^e rang des cours d'eau des États-Unis.

Parmi les sept États qui se partagent le bassin du fleuve Colorado et puisent son eau, la Californie en prélève la plus grande part, un quart. Et, de cette part, les trois quarts environ reviennent à l'Imperial Valley, située dans le sud-est de la Californie. Ce désert, parmi les plus chauds et les plus secs d'Amérique du Nord, qui occupe à peine 0,16% de la superficie du bassin hydrographique du Colorado, utilise ainsi près d'un

cinquième de toute son eau ! Cela permet à l'Imperial Valley de jouer un rôle disproportionné dans la production agricole : elle fournit ainsi les deux tiers des légumes consommés aux États-Unis en hiver.

DES AMÉNAGEMENTS HYDRAULIQUES MASSIFS AU BÉNÉFICE DE QUELQUES-UNS

Les grandes et riches propriétés agricoles de l'Imperial Valley se sont constituées à partir des terres données gratuitement par le gouvernement fédéral aux



compagnies ferroviaires après la guerre de Sécession, au total pour une superficie supérieure à celle de la France. En Californie, la Central Pacific Railroad (devenue plus tard la Southern Pacific Railroad) a récupéré plus de 10% des terres de l'État et en a vendu une grande partie, par gros morceaux, à des spéculateurs, notamment dans l'Imperial Valley.

Bien qu'elle soit située à 130 kilomètres du fleuve Colorado, son altitude, en partie en dessous du niveau de la mer, a permis l'irrigation de cette vallée par gravité, grâce à la construction d'un premier canal. Il devenait possible de faire plusieurs récoltes par an de

fruits, de légumes et d'autres cultures.

Cette première tentative s'est toutefois soldée par un désastre. En 1905, quelques années seulement après l'achèvement du canal, de fortes pluies s'ajoutant à la fonte des neiges ont fait gonfler le débit du Colorado, qui s'est déversé dans les champs et a inondé l'Imperial Valley, créant même un grand lac, nommé Salton Sea.

Le gouvernement fédéral a alors construit une digue d'urgence pour la partie du canal située au Mexique. Certains des plus grands propriétaires terriens de cette partie du Mexique étaient américains, principale-

ment des millionnaires de Californie du Sud, dont le général Harrison Otis et son gendre, Harry Chandler, magnats de l'immobilier et éditeurs du quotidien *Los Angeles Times*, qui possédaient 344 000 hectares au Mexique.

Puis, dans les années 1930, l'État fédéral est allé bien au-delà de la prévention des inondations. Sous prétexte de fournir de l'eau d'irrigation gratuite et de l'électricité bon marché aux Américains ordinaires, en particulier aux petites exploitations agricoles familiales, le président Roosevelt a fait construire un vaste système hydraulique comprenant les barrages Hoover, Parker et Imperial et le canal All-American, afin d'endiguer le Colorado et de maîtriser son débit imprévisible; mais aussi de détourner son eau vers le sud de la Californie, l'Imperial Valley et les villes en pleine croissance, en particulier Los Angeles. Dès le départ, les grands projets fédéraux financés par des fonds publics étaient réalisés au profit de quelques grandes entreprises. Il était même question de financer la construction du barrage Hoover, le plus haut du monde à l'époque, 221 mètres, par les factures d'électricité des ménages de Los Angeles. Le dernier grand barrage a été achevé en 1966.

Le partage des eaux entre les sept États américains du bassin du Colorado n'a jamais fait l'unanimité parmi eux, car ce grand « projet national » – négligeant le fait que le fleuve traversait aussi le Mexique – a en fait détourné le fleuve vers le sud de la Californie. Aujourd'hui, tandis que l'Arizona et le Nevada imposent des réductions de la consommation d'eau pendant la sécheresse, et que la ville de Las Vegas interdit les pelouses et a imposé un moratoire sur le refroidissement par évaporation dans les nouveaux bâtiments, les propriétaires terriens de l'Imperial Valley continuent

de recevoir toute l'eau du Colorado qu'ils peuvent utiliser, et même plus.

LA GRANDE PROPRIÉTÉ, C'EST LE VOL

Ces propriétaires justifient leur accaparement de l'eau en s'appuyant sur une règle du 19^e siècle : « Sur le droit à l'eau, priorité au premier arrivé ». Mais si les droits d'ancienneté étaient réellement respectés, les tribus amérindiennes seraient les premières à obtenir l'eau du Colorado. Or douze tribus se battent encore pour faire valoir tous leurs droits sur l'eau...

Il en va de même pour les communautés agricoles du Mexique, près du delta par lequel le Colorado se jetait dans l'océan. Depuis la construction du dernier grand barrage sur le fleuve, à 650 kilomètres à vol d'oiseau de son embouchure, le Colorado ne coule plus jusqu'à l'océan, privant ces agriculteurs de leur ressource vitale. Il s'agit d'un accaparement de l'eau au profit de la grande agriculture américaine. Le fait que les gens aient besoin d'eau pour vivre n'est tout simplement pas une préoccupation du capitalisme.

Aujourd'hui, vingt familles détiennent des droits légaux sur plus de la moitié de l'eau du fleuve Colorado qui s'écoule dans l'Imperial Valley, et leur pouvoir remonte à environ un siècle, lorsque les terres des petites exploitations, et leurs droits sur l'eau, ont été concentrés rapidement dans les mains d'un nombre de plus en plus restreint de grands propriétaires terriens absents.

Ces propriétaires ont, conjointement avec des spéculateurs extérieurs, également utilisé le racisme, légal et extralégal, pour étendre leurs propriétés lorsque les lois californiennes ont interdit aux Asiatiques de posséder des terres (lois de 1913 et 1920, en vigueur jusqu'en



Le barrage Hoover construit dans les années 1930. Entre 1983 et 2021, le lac Mead s'est asséché.

1952). Puis, lorsque des fermiers américains d'origine japonaise ont été envoyés dans des camps de concentration pendant la Deuxième Guerre mondiale, les grands propriétaires terriens de l'Imperial Valley ont mis la main sur des fermes lors de ventes forcées. Après la guerre, ils ont organisé des manifestations racistes et adressé des pétitions au Congrès afin d'empêcher le retour des Américains d'origine japonaise dans les fermes qu'ils possédaient et travaillaient, avant que le gouvernement fédéral ne les déracine de force.

L'EAU : UNE MARCHANDISE AUX MAINS DES CAPITALISTES

Que cultivent aujourd'hui les propriétaires terriens de l'Imperial Valley avec toute cette eau qu'ils obtiennent gratuitement ? Tout ce qui est le plus rentable pour eux, bien sûr. Ils affirment qu'ils méritent toute cette eau, sécheresse ou pas, parce qu'ils cultivent des fruits et des légumes pour tout le pays. C'est vrai, mais leurs terres agricoles sont aussi utilisées pour l'élevage : la deuxième culture de la vallée est la luzerne, destinée à nourrir le demi-million de têtes de bétail qui y sont élevées.

Les propriétaires obtiennent jusqu'à huit récoltes de luzerne par an dans ce climat chaud, parce qu'ils ont plus d'eau que nécessaire pour irriguer leurs champs, et gratuitement.

Ils reçoivent tellement d'eau qu'ils en vendent une partie à d'autres agriculteurs et à des collectivités, pour réaliser des bénéfices supplémentaires. Depuis 2003, l'Imperial Irrigation District, qui gère le vaste réseau de canaux qui distribue l'eau du Colorado aux exploitations agricoles, vend environ 10 % de son eau à la ville de San Diego, pour un montant de plus de 100 millions de dollars par an. Cet argent va aux propriétaires terriens, prétendument pour les dédommager d'avoir « sacrifié » une partie de leur eau d'irrigation fournie gratuitement par l'État fédéral.

Loin d'entraîner des pertes, comme le prétendent les grands propriétaires terriens, la sécheresse actuelle a représenté pour eux un moyen supplémentaire de faire encore plus de profits, avec l'aide des pouvoirs publics.

LA SÉCHERESSE : UNE CALAMITÉ AUSSI SOCIALE

En mai 2023, la Californie, l'Arizona et le Nevada ont ac-



TED WOOD / LE BUREAU DE L'EAU

Mai 2021 : les basses eaux du lac de barrage Powell.

cepté de réduire de 10% le volume d'eau du fleuve Colorado qu'ils utilisent, jusqu'en 2026. En échange de ce prétendu sacrifice, le gouvernement fédéral a offert 1,2 milliard de dollars aux bénéficiaires de l'eau du Colorado dans ces États. Ainsi, lorsque les experts et les autorités disent que la population doit restreindre sa consommation d'eau, payer l'eau et la nourriture plus cher à cause de la sécheresse, c'est pour qu'encore plus d'argent public soit déversé vers les grandes entreprises.

Le capitalisme ajoute les fléaux environnementaux aux fléaux sociaux. Le comté d'Imperial, peuplé par les familles des ouvriers agricoles dont le travail génère une production agricole d'un milliard de dollars par an, est également l'un des comtés les plus pauvres de Californie et l'un de ceux où le taux

de chômage est le plus élevé.

Pendant des décennies, l'eau d'irrigation, contaminée par les pesticides et les produits chimiques nocifs utilisés pour la fertilisation des sols, a empoisonné les travailleurs agricoles et leurs familles. Cette eau d'irrigation, chargée de tout le poison qu'elle contient, se déverse dans la cuvette du Salton Sea. Au fur et à mesure que ce lac s'évapore, les produits chimiques toxiques qu'il contient se concentrent, ses rives empoisonnées se découvrent et contaminent l'air.

La bourgeoisie qui, pour son propre intérêt, a fait en sorte que l'État domestique un grand fleuve, fasse surgir du désert des fermes productives et des métropoles comme Los Angeles, est incapable de résoudre les problèmes qu'elle a elle-même créés.

Au total, les réservoirs arti-

ficiels du fleuve Colorado et de ses affluents peuvent contenir quatre à cinq fois son débit annuel. Le vaste aménagement hydraulique, qui a fait du Colorado une ressource si importante pour des dizaines de millions de personnes, permettrait également à la société de surmonter les problèmes créés par la sécheresse. Mais, au lieu de cela, le fleuve est lui-même en train de s'assécher : le système capitaliste détruit les ressources naturelles dont chacun dépend.

Il n'y a qu'une seule solution : les travailleurs qui cultivent les aliments, les transportent et les transforment, doivent prendre en main le contrôle du système d'approvisionnement en eau, qu'ils ont construit et qu'ils font fonctionner jour après jour. En fait, c'est toute l'économie qui doit être contrôlée par les travailleurs.



Une correspondance entre Lutte ouvrière et le NPA issu du V^e congrès

Nous publions ci-dessous une correspondance récente entre le NPA issu du V^e congrès de décembre 2022, qui est une des deux organisations se nommant NPA (l'autre étant animée par Philippe Poutou et Olivier Besancenot), et Lutte ouvrière.

DU NPA ISSU DU V^e CONGRÈS DE DÉCEMBRE 2022

(<https://nouveaupartianticapitaliste.fr/>)

à

LUTTE OUVRIÈRE

Chers et chères camarades,

Vous avez annoncé lors d'une conférence de presse que votre congrès annuel qui s'est tenu le week-end des 3 et 4 décembre a décidé que vous présenterez aux prochaines élections européennes une liste Lutte ouvrière dont Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier assumeront la tête. Ce n'est évidemment pas pour nous étonner ni étonner quiconque. Vous en aviez fait l'annonce lors d'un meeting en octobre dernier. Vous tenez à préciser dans votre conférence de presse que vous le ferez seuls, et surtout pas avec nous (les seuls apparemment qui vous ont sollicités). Vous aviez déjà répondu par une fin de non-recevoir à notre demande du 25 septembre d'une rencontre pour discuter, entre autres mais c'est vrai tout particulièrement, de la possibilité et modalités d'une candidature commune de l'extrême gauche aux Européennes. Votre refus, ne serait-ce que d'une discussion, se concluait dans votre courrier du 17 octobre, après invoca-

tion de difficultés à « arbitrer entre les deux organisations qui se disputent le nom du NPA » (mais personne ne vous demandait pareille chose!) par la formule : « *Pour la même raison [d'arbitrage impossible], nous ne souhaitons pas accepter de rendez-vous pour le moment. De toute façon, la période électorale qui s'ouvre ne nous semble pas la plus favorable pour discuter de nos politiques respectives. Nous restons cependant disponibles pour le faire ultérieurement.* »

Donc attendre l'après Européennes qui ont lieu le 9 juin 2024 ? Encore plus loin que « Pâques ou la Trinité » ? Les communistes prolétariens, révolutionnaires, léninistes, bolchéviks, trotskystes (nous cherchons à ne pas en oublier pour ne pas nous faire épingler !) n'auraient-ils rien à se dire d'ici là ? Une campagne électorale serait-elle motif à gel des relations et discussions entre eux ? Poser la question pour nous, c'est y répondre.

Sauf si nous avons mal lu ou mal compris, c'est certaine-

ment une divergence, et pas la seule. Il en est en fait beaucoup, d'ordres divers, qui sont la preuve d'une vivacité et curiosité militantes du mouvement révolutionnaire et pas de sa seule faiblesse d'implantation dans le milieu ouvrier comme dans la jeunesse, à l'échelle nationale et internationale.

NOUS ALLONS JUSTE POSER
QUELQUES QUESTIONS :

N'y aurait-il rien à discuter entre nous sur la Palestine et ce que les révolutionnaires (communistes, prolétariens, léninistes, bolchéviks, trotskystes) ont à dire et à proposer au milieu ouvrier qui est descendu dans la rue contre les massacres à Gaza, essentiellement « issu de l'immigration », comme aux autres qui ne l'ont pas fait ? Nous avons vu vos banderoles, entendu vos slogans, et vice-versa, mais est-ce suffisant pour penser que la discussion serait ainsi close, ou est-ce qu'au contraire cela ne l'ouvrirait pas ?

N'y aurait-il rien à discuter entre nous sur la politique anti-immigrés, c'est-à-dire anti-ouvrière, du gouvernement Darmanin, et de la droite et de l'extrême droite dont il pille les idées mortifères? (si nous parlons moins de la « gauche », rassurez-vous, c'est parce qu'on se demande ce qu'il en reste encore). Et que faire contre l'extrême droite représentée par ces groupes de petits nazillons qui fleurissent, à l'ombre des Le Pen et Zemmour? Vous en discutez entre vous, on imagine, comme nous... donc aucun intérêt à le discuter ensemble? À additionner les idées et coordonner les forces?

N'y aurait-il rien à discuter sur la situation de la classe ouvrière aujourd'hui? Notre priorité commune. Discuter de son éparpillement, de sa précarisation, de sa paupérisation face à l'inflation, de sa faiblesse face aux coups portés par le pouvoir et le patronat sur les plans du chômage, de la santé, de l'éducation. Discuter aussi du faible niveau actuel de ses réactions mais pourtant de l'existence et de la nature de luttes pour les salaires qui marquent le paysage – nous ne pouvons pas oublier l'immense mobilisation de rue que nous avons connue il n'y a pas si longtemps, dans les premiers mois de l'année 2023, contre la réforme des retraites. Qu'en reste-t-il? Rien du tout? Quelques progrès dans la syndicalisation de trente-naires ou quaranténaires? La passivité-complicité politique des appareils confédéraux avec les pouvoirs en place, gouvernementaux et patronaux, est à mesurer aussi. L'intégration des syndicats à l'État est une très vieille histoire mais dont on ne peut ignorer les facettes actuelles. Et il y aurait à échanger sur nos efforts respectifs à faire de l'agitation sur les salaires, sur les conditions de travail... ce que nous pourrions même envisager d'aborder entre nous dans des rencontres ouvrières.

N'y aurait-il rien à discuter entre nous, sur la façon de s'adresser à une jeunesse sensible aux problèmes de société, aux questions climatiques, mais sensible aussi à des théories sur la prééminence des questions d'oppression dites spécifiques qui prendrait le dessus par rapport à l'exploitation de classe et la propriété privée qui fondent (de façon de plus en plus branlante) la société capitaliste? N'y a-t-il pas un enjeu pour les marxistes révolutionnaires à rallier cette jeunesse qui se politise à des perspectives émancipatrices de classe? Nous ne prétendons pas être des champions mais avons quelques pistes.

Enfin pour allonger et clore cette longue liste à la Prévert, deux questions encore sur les campagnes électorales. Nous les révolutionnaires sommes partisans de les mener pour y défendre les grandes lignes de notre programme dans une situation donnée. Mais pas tout le *Programme de transition*, ça va de soi. Il peut donc être de quelque intérêt de discuter avec d'autres pour décider du meilleur choix de ces grandes lignes et de leur formulation. Nous sommes également partisans de les mener pour permettre à un grand nombre de travailleurs de voter dans leur propre intérêt, de faire le geste qui les préserve de voter pour leurs pires ennemis ou faux amis. Mais il nous faut aussi donner l'exemple, trouver une façon de montrer qu'on croit à la force du nombre et à la coopération entre révolutionnaires, donc chercher la voie d'une alliance et de préférence la trouver. Voilà trop longtemps que les révolutionnaires, quand ils se présentent à des élections, le font en s'ignorant mutuellement. C'est quoi, c'est quoi, ces révolutionnaires qui parlent de solidarité internationale, de travailleurs de tous les pays qui doivent s'unir, et qui eux-mêmes ne tentent même pas de présenter des candidatures communes à des élections

de la bourgeoisie? Sous prétexte que deux ou trois virgules de leur programme seraient oubliées? Sous prétexte qu'ils seraient trop « singuliers » à « pouvoir défendre la perspective communiste révolutionnaire »... Ah bon? Lutte ouvrière serait la seule organisation à occuper le Panthéon du communisme révolutionnaire? N'est-ce pas un peu dérisoire?

Si Lutte ouvrière est probablement la plus ancienne et la plus sérieuse des organisations révolutionnaires de ce pays, elle n'a pas trouvé la martingale gagnante, elle n'a pas seule la science infuse, ou ça se saurait après tant d'années d'existence (près de 70 ans en remontant à la fondation de Voix Ouvrière en 1956). De cela aussi il y aurait à discuter, chers et chères camarades.

Nous aussi avons des critiques à votre égard. Nous pensons problématique de continuer à analyser la Russie comme un État ouvrier très, très, très dégénéré! Nous pensons très problématique de n'avoir aucune politique à l'égard des autres révolutionnaires. Entre autres. Mais nous pensons que nous pourrions néanmoins aller vers une campagne commune. Car l'enjeu est de taille: offrir une perspective à la fraction non négligeable de la classe ouvrière et de sa jeunesse qui, ces dernières années, a participé à des luttes et cherche du côté des révolutionnaires. Ensemble, des révolutionnaires, et au nom des intérêts politiques fondamentaux des exploités et opprimés, nous pourrions donner quelque concrétisation au but de renversement de ce système capitaliste, et même bousculer un peu la machine électorale bourgeoise: oui, urgence révolution!

Dernière preuve qu'il y aurait vraiment besoin de discuter, vous dites quelques bêtises sur notre parti à votre dernière conférence de presse. Cela vous amuse apparemment de dire

que « nous sommes divisés » (comme si les oppositions sur des choix étaient un crime et excluaient la solidarité !); de dire que le NPA issu du Ve congrès serait composé de « deux bouts » (merci pour les « bouts » !), l'un qui serait « pour soutenir notre campagne » et un autre qui serait « pour se présenter ». Que représente l'un, que représente l'autre, quels sont les termes de nos discussions? Nous aurions pu vous en faire part, et précisément les discuter à ce rendez-vous que vous avez décliné. Cela vous aurait évité deux ou trois phrases à l'emporte-pièce que des travailleurs conscients ne peuvent prendre que pour des racontars un chouia fielleux.

Dans notre parti, nous avons certainement des divergences et des débats. Nous serions pour cela divisés? En tout cas beaucoup moins que vous le laissez entendre. Car nous sommes solidement alliés pour vouloir que des révolutionnaires osent enfin prendre la responsabilité d'une campagne politique commune pour ces Européennes. Bien sûr nous avons encore des problèmes de fric (mais qui n'en a pas et qui ne se donne pas les moyens de les résoudre?) et quelques autres liés à notre situation de NPA sorti d'un congrès il y a tout juste un an. Mais nous attachons beaucoup d'importance à la présence d'un pôle révolutionnaire dans ces Européennes. Dans l'intérêt des

travailleurs de ce pays et bien au-delà car il va s'agir de l'Europe, de l'Ukraine, de la Palestine et de menaces de guerre généralisée – surtout des grandes puissances de ce monde contre la planète prolétaire. Il va s'agir de populariser l'internationalisme prolétarien.

Alors, circulez, y'a rien à voir? Et rendez-vous à la fin juin?

Nous persistons à vous proposer une rencontre pour aborder ces questions.

Avec nos salutations communistes, révolutionnaires, trotskystes,

*Le CE du NPA
(issu du Ve congrès),
le 19 décembre 2023*

LUTTE OUVRIÈRE
AU NPA ISSU DU V^e CONGRÈS DE DÉCEMBRE 2022
PANTIN, LE 13 FÉVRIER 2024

Chers camarades,

Nous avons bien reçu votre lettre datée du 19 décembre 2023, qui se veut chargée d'ironie mais qui est seulement destinée à tenter naïvement de nous forcer la main pour une présence commune aux élections européennes. Alors, autant vous l'écrire tout de suite: nous ne vous servirons pas de marchepied.

« C'est quoi, c'est qui, écrivez-vous, ces révolutionnaires qui parlent de solidarité internationale, de travailleurs de tous les pays qui doivent s'unir, et qui eux-mêmes ne tentent même pas de présenter des candidatures communes à des élections de la bourgeoisie? Sous prétexte que deux ou trois virgules de leur programme seraient oubliées? »

Si vous éprouvez la nécessité de créer une nouvelle organisation, c'est que vous estimez que vous incarnez une politique originale, qui ne se réduit pas « à deux ou trois virgules »!

Il est dans la logique des

choses que lorsque deux organisations existent de façon indépendante, elles assument avoir des choses différentes à dire, pas moins durant les élections que dans les journaux, tracts ou affiches qu'elles publient dans leur existence quotidienne. Les accords possibles répondent à des questions techniques, par exemple la possibilité d'avoir des élus en s'alliant ou la volonté de rassembler un nombre significatif de votes sur un thème précis. Dans ces élections, il n'y a aucune raison particulière et tactique de faire un accord.

Face à la question fondamentale de la guerre impérialiste, dont la guerre en Ukraine est une expression, vous êtes incapables de tenir une orientation révolutionnaire et lutte de classe. Et il ne s'agit pas là de deux ou trois virgules oubliées! En épousant le seul « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », vous avez apporté votre petite caution à la politique menée par Biden et le camp impérialiste occidental.

Sur un événement aussi im-

portant pour l'avenir car, vous en convenez vous-mêmes, cette guerre s'inscrit dans une montée des rivalités internationales et la menace de guerre mondiale, vous avez été incapables de maintenir une position d'indépendance de classe, alors même que les pressions qui se sont exercées sur les révolutionnaires n'étaient pas très fortes. Que direz-vous dans six mois? Que direz-vous si la France et le territoire français lui-même sont confrontés aux bombardements, voire à une invasion? Qu'il faut s'unir avec « les bourgeois pensant français », comme l'ont défendu certains trotskystes pendant la Deuxième Guerre mondiale?

En oubliant la lutte de classe à l'échelle du monde, vous ne faites que reprendre à votre compte l'objectif politique de Zelensky et, surtout, de Biden et Macron! Vous le faites d'une façon plus hypocrite que le NPA tendance Poutou-Besancenot qui, lui, a pris ouvertement position pour la livraison d'armes

au régime de Zelensky, mais le résultat politique est le même : vous vous êtes retrouvés dans le même camp que votre propre impérialisme !

Une des différences entre vous et nous, c'est que nous prenons au sérieux le capital politique légué par les révolutionnaires qui nous ont précédés, car il constitue notre unique boussole. Et, contrairement à vous, nous restons fidèles au cap donné par Liebknecht lors de la Première Guerre mondiale : « *L'ennemi principal est dans notre propre pays.* »

Pour revenir aux élections européennes, si nous avons décidé de présenter une liste conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, sans nous allier à qui que ce soit, ce n'est pas parce que nous pensons « avoir la science infuse », ni avoir trouvé « la martingale gagnante », pour reprendre vos expressions, qui témoignent d'une totale incompréhension de ce que nous recherchons. Nous avons une politique, que nous menons depuis près de 70 ans, comme vous le soulignez. Nous formons nos militants à intervenir sur la base du programme communiste révolutionnaire, en nous fixant l'objectif d'implanter ces idées dans la classe ouvrière. Nous n'avons jamais changé d'attitude, et nous pouvons revendiquer une continuité politique, à la différence de bien des militants et des organisations se revendiquant du trotskysme.

Alors que les bourgeoisies des puissances impérialistes, leurs états-majors, leurs représentants politiques, disent ouvertement qu'ils se préparent à entraîner le monde dans une nouvelle guerre mondiale, nous tenons à nous présenter seuls pour défendre les idées de lutte de classe, celles du *Manifeste communiste* de Marx, pour affirmer que l'avenir de toute la société dépend de la capacité des travailleurs de se don-

ner un parti révolutionnaire pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

Votre lettre nous a été adressée au nom du « NPA issu du Ve congrès de décembre 2022 ». Elle a au moins l'avantage de nous faire connaître votre nouvelle étiquette, qui confirme votre choix de reconstituer le NPA, c'est-à-dire d'assumer la politique passée de cette organisation, comme elle indique la perspective que vous tracez pour vous-mêmes dans l'avenir.

Une chose que vous avez apprise au NPA et à laquelle vous tenez, c'est de pouvoir dire tout et son contraire. C'est d'accepter de faire cohabiter dans un même parti des positions opposées. Mais la godille politique pour unifier à tout prix et, en fait, pour suivre les vents dominants, ne peut pas fonder une politique révolutionnaire qui est, hors des périodes révolutionnaires, une politique à contre-courant.

Pour ce qui est de notre politique, de nos perspectives comme de nos activités quotidiennes, nos 70 ans d'existence en témoignent. Chacun de vos militants comme chacun des nôtres peut la vérifier, la critiquer, l'assumer ou la rejeter. Qu'en est-il de la vôtre ? Pour le moment, rien ne nous garantit que vous sachiez vous-mêmes quelle est votre politique.

Vous mettez en exergue le caractère récent de votre création. Nous sommes au regret de vous dire qu'il faut assumer la responsabilité politique du courant auquel vous adhérez. Pour récente que soit votre existence, vos errements par rapport à l'impérialisme dans la guerre qui se déroule en Ukraine indiquent une absence de fermeté dans votre position politique. Nous ne voulons pas y être assimilés, même indirectement en y étant associés pendant la campagne électorale.

Quant aux divergences qui se réduiraient, selon votre expression, à des points et des virgules, nous n'avons aucune envie de perdre du temps et de brouiller les idées que nous voulons développer.

Vous affirmez : « *Nous pensons très problématique de n'avoir aucune politique à l'égard des autres révolutionnaires.* » Mais si, chers camarades, ne pas vouloir nous présenter avec vous est une politique !

L'affirmation que Lutte ouvrière n'a pas de politique vis-à-vis des révolutionnaires, si elle vient de vos jeunes, témoigne d'une absence évidente de culture politique. Si elle vient des plus anciens, qui nous ont fréquentés, elle relève d'un mensonge grossier et témoigne du peu de sérieux de celles et ceux qui l'ont propagée. Car un certain nombre d'entre eux ont participé à moult réunions organisées en commun avec d'autres trotskystes, et même avec des capitalistes d'État.

Cela dit, une fois les élections terminées et la question d'une présence commune dans ces élections dépassée, c'est bien volontiers que nous reprendrons la discussion sur un certain nombre de questions, notamment l'évolution de l'ex-URSS et des modalités d'intégration de l'ex-bureaucratie dans le monde capitaliste. À vrai dire, nos différences apparaissent dans nos prises de position dans *Lutte ouvrière*, *Lutte de classe*, nos exposés du Cercle Léon Trotsky et nos textes de congrès.

Nous souhaitons que cela puisse se faire avec des participants qui soient suffisamment sûrs de leurs propres idées et de leur propre engagement pour pouvoir aborder ces questions avec un minimum de sérieux.

Recevez, chers camarades, nos salutations révolutionnaires.

*Le Comité exécutif
de Lutte ouvrière*

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

Les derniers exposés du CLT :

Chaos économique et marche à la guerre :

un système capitaliste à renverser
n° 175, 27 janvier 2024 - 3 €

Moyen Orient : Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme

n° 174, 25 novembre 2023 - 3 €

Afrique : face aux rivalités impérialistes, pour une politique de la classe ouvrière

n° 173, 17 juin 2023 - 2 €

Le mouvement ouvrier organisé face aux deux guerres mondiales

n° 172, 15 avril 2023 - 2 €

La Chine depuis Mao, face aux pressions impérialistes et aux menaces de guerre

n° 171, 10 mars 2023 - 2 €

Révolution en Iran : face à une dictature obscurantiste, élément de l'ordre impérialiste

n° 170, 4 février 2023 - 2 €

L'Ukraine, terrain d'affrontement entre l'impérialisme et la Russie

n° 169, 19 novembre 2022 - 2 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander

La fête de Lutte ouvrière à Presles (Val d'Oise) aura lieu samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai 2024

<https://fete.lutte-ouvriere.org>



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

Friedrich Engels

L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État

220 pages – 13€



Thomas Rose

Les socialistes en France 1871-1914

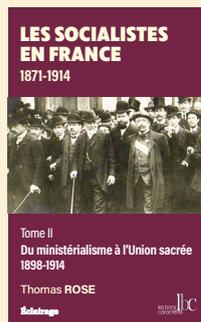
Collection Éclairage

Prix de chaque tome : 8,20€

Tome 1 : Les tentatives d'un parti de classe 1871-1898



Tome 2 : Du ministérialisme à l'Union sacrée 1898-1914



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



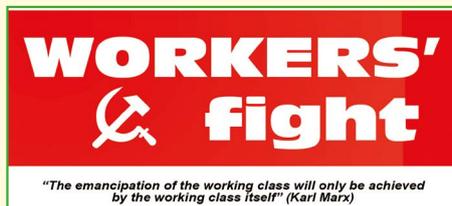
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>